

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT



SOMMAIRE DU N° 4

<i>La Russie et les peuples d'Asie</i>	Tchitcherine
<i>La Tactique de la II^e Internationale</i>	Ch. Rappoport
<i>La Dictature du Proletariat et le Terrorisme</i>	Karl Radek
<i>La République des Soviets et le Capital étranger</i>	A. Lomow
<i>Le Parti Socialiste Français et la III^e Internationale</i>	Ch. Rappoport
<i>La Politique économique des Soviets</i>	
<i>La lutte pour la Nationalisation</i>	V. Griffuelhès
<i>Chronique Internationale. (Italie, Pologne, Angleterre, Roumanie).</i>	
<i>Revue de Politique Internationale.</i>	Ch. R.
<i>A travers les Livres</i>	Ch. R.

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 40-89

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

La Russie et les Peuples d'Asie

En 1856, à l'aurore de la période réformiste du tsarisme, l'un des premiers actes d'un des grands représentants de cette période, le prince Gortschakoff, qui venait d'être nommé ministre des Affaires Etrangères, fut de remettre un mémoire à Alexandre II, dans lequel il indiquait que la Russie n'avait aucune grande tâche à accomplir en Europe, mais par contre que de grands débouchés s'offraient à elle en Asie, et que l'avenir de la Russie reposait en Asie. « Je suis absolument d'accord sur ce point », écrivit Alexandre II, en marge de ce mémoire. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que la Russie envisageait la tâche politique immense qui lui incombait en Asie. Pierre le Grand, en effet, après avoir achevé ses longues opérations militaires dans les pays de la Baltique et sur le front turc, avait, au cours des dernières années de sa vie, donné une nouvelle orientation à la politique extérieure de la Russie, visant une expansion vers la Mer Noire et un rapprochement avec la Chine. Catherine II, après la période de politique balkanique d'Orlow et de Potemkin, avait, après celle de Subow, concentré vers la Perse tous les efforts de la politique d'ex-

TARIF DES ABONNEMENTS :

	<i>Un an</i>	<i>Six mois</i>	<i>Trois mois</i>
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10

Le numéro 3 fr.

pansion. Ce n'était là, d'ailleurs, que du romantisme motivé par les aspirations de la noblesse ; le changement qui, en 1856, s'effectua cependant dans tout le système de la politique extérieure de la Russie, était profondément lié au bouleversement accompli dans les différents éléments matériels de sa politique extérieure.

Jusqu'alors, la politique asiatique de la Russie avait été dictée soit par les aspirations expansionnistes de l'absolutisme militariste et de la noblesse, soit par celles de la colonisation populaire.

La littérature de l'Europe occidentale sur la Russie, le rapport étroit qui existe entre elle et l'Asie forme le lieu commun d'usage, que les écrivains français, principalement ceux dans le genre de Vogüé, ont étudié, en se basant sur les traits réactionnaires de la civilisation traditionnelle de la Russie. Quant aux fondateurs de l'école anglaise de Steven Graham, ils ont glorifié en Russie tout ce qui est original, moyenâgeux, mystique et traditionnel. Les uns et les autres font ressortir constamment que la configuration du pays et les conditions géographiques de la Russie et de l'Asie se fondent en une unité, et qu'il n'existe pas de barrière géographique entre la Russie d'Europe et la Sibérie, ni entre le Sud-Est de la Russie et l'Asie Centrale. En effet, l'histoire de la Russie et celle des deux tiers de l'Asie forment presque un tout indivisible. Au cours de l'histoire, ces deux parties du globe terrestre ont donné naissance l'une après l'autre à deux centres, autour desquels se forma un système d'état : le centre mongol des nomades et le centre agricole de la grande Russie. Déjà, au cours de la période de Kiew de l'histoire russe, et comme l'a fait remarquer en son temps le professeur Satyrkewitsch Njeshin, une fusion étroite des éléments nomades et agricoles s'est opérée dans les duchés de la Russie du Sud. Dans les domaines des ducs « valets et polovtses » vivaient ensemble, comme s'exprimait le chroniqueur. Les peuples de bergers formaient une partie considérable des forces militaires des princes de la Russie méridionale. Les kans tartares furent les précurseurs

immédiats, et comme Kostomarow le proclamait, le type en somme des princes moscovites. Les uns et les autres servirent de trait d'union à la conduite politique de la plaine de l'Europe orientale et celle de l'Asie du nord-ouest. En même temps, l'un des facteurs les plus importants de toute l'histoire de la Russie, si ce n'est le plus important de tous, fut la colonisation populaire qui se poursuivit d'une façon ininterrompue jusqu'au XIX^e siècle. A côté de la colonisation à l'intérieur — par suite de laquelle les masses du peuple russe représentèrent au cours de nombreux siècles un élément « de fluctuation », les ducs, puis plus tard, l'Etat tsariste formant seuls des centres stables — la colonisation à l'extérieur se poursuivit sans à-coup et gagna les territoires incommensurables de l'Est, attendu qu'il n'existait pas de barrière géographique. La colonisation paysanne se ralentit quelque peu par suite du développement pris par l'Etat tsariste, et les Voivodes ou Gouverneurs surgirent beaucoup plus tard dans les territoires nouvellement conquis par les émigrants, comme des pionniers de la campagne ou comme des marchands partis en brigandage. L'extension de la politique russe en Asie centrale au cours du XIX^e siècle acheva de façonner la chaîne politique dans cette plaine indivise du globe terrestre, grâce aux kans d'abord et aux tsars ensuite. La vague continue de la colonisation paysanne — représentée par l'émigration de serfs innombrables — compléta jusqu'au XIX^e siècle le mouvement colonisateur des masses paysannes de la Russie qui durait depuis des siècles.

..

Quant à la politique asiatique d'Alexandre II, elle mûrit de nouvelles méthodes par l'apparition symptomatique de l'Impérialisme bourgeois-capitaliste. Les archives du département asiatique du ministère des Affaires Etrangères purent montrer à ceux qui écrivent l'histoire, comment, à l'époque de Nicolas I^{er}, les représentants de l'ancien gouverne-

ment essentiellement tsariste luttèrent contre les efforts déployés par le capitalisme bourgeois qui prenait son essor en Russie, et jusqu'à quel point ces efforts servirent de point de départ à la politique tsariste, au moment où celle-ci s'efforçait de s'adapter aux revendications de la société bourgeoise, à l'époque de ce gouvernement dans lequel la « brutalité » devait jouer le rôle essentiel, ainsi que les représentants de la vieille généalogie financière qui avaient été appauvris par la grande spoliation, (c'est-à-dire par le vol), et qui commençaient à se disputer entre eux une petite place bien chaude dans les administrations des sociétés anonymes. Autrefois, la politique de la firme Rally en Perse et des premiers représentants du capitalisme bourgeois naissant se signalait par l'inactivité, car tout le système de la politique tsariste, à l'époque de Nicolas I^{er}, ne lui donna point la possibilité de déployer ses forces. Ce qui caractérisa par contre la deuxième partie du XIX^e siècle, ce fut autant l'évolution de la politique cotonnière et de la politique métallurgique de la Russie en Asie, que les conflits qui s'élevèrent entre elles, et les complications avec les principes complètement opposés du capitalisme international.

Le capitalisme russe, dont l'extension fut de tout temps favorisée au plus haut degré par les intérêts de l'Etat, protégea les marchés sur lesquels il se savait à l'abri de la concurrence européenne et américaine. La politique protectionniste, qui fut la base de la politique asiatique du tsarisme, se modifia cependant vers le milieu du XIX^e siècle.

La politique asiatique qui, sous Nicolas I^{er}, fut plutôt marquée par un assoupissement général, devint particulièrement active sous son successeur et fit entrer de nouveaux territoires du continent asiatique dans le champ d'activité du capital russe, champ qu'il convenait de mettre à l'abri de la concurrence. Toute la politique extérieure de Nicolas I^{er} reposait sur deux principes, qui parfois allèrent l'un contre l'autre : soutenir le système protectionniste en Europe et maintenir le protectorat de la Russie sur les chrétiens en Orient. La solidarité internationale des vieilles monarchies

absolues, les intérêts militaires et stratégiques de pourvoir à la protection de la Russie contre tout débarquement sur la côte, et l'esprit traditionnel de conquête dans le proche Orient en étaient les points d'attraction.

Pour sauver les apparences, les documents officiels de l'époque du gouvernement de Nicolas I^{er} en appelaient aux exigences du commerce russe, tout comme la littérature officielle du gouvernement d'autrefois s'étendait longuement sur l'exploitation des forces vives de la Russie. En réalité, le gouvernement de Nicolas I^{er} avait tout intérêt à ce que Kaukrin ou Wrongschenko pussent mettre suffisamment d'argent à la disposition des régiments auxquels tenait tant Nicolas. Le commerce et l'industrie ne jouaient pour lui qu'un rôle secondaire. En ce qui concerne les buts généraux de la politique de Nicolas, il était particulièrement important d'aboutir à une entente avec l'Angleterre, que Nicolas I^{er} espérait détacher du roi bourgeois français qu'il haïssait. En réalisant une entente avec l'Angleterre, il espérait régler à son avantage tout ce qui concernait le proche Orient. L'accord avec l'Angleterre de l'année 1841, ce triomphe remporté brillamment par le baron Brunnow, le diplomate le plus éminent de Nicolas, styliste enchanteur et représentant spirituel de la vieille école, dévoile les ressorts principaux de la diplomatie de cette époque du gouvernement. Cet accord qui introduisit le système des Etats tampons en Asie, fut complété par les négociations personnelles de Nicolas I^{er} à Londres, en 1844.

Quand le baron Brunnow apprit certaine nuit de février que la Révolution venait d'éclater à Paris, il se rendit précipitamment le lendemain matin de bonne heure auprès de Palmerston, pour lui déclarer que la Russie et l'Angleterre, au cas où elles se donneraient la main, devaient et pouvaient régler pacifiquement le sort de l'humanité. Palmerston n'était pas, d'ailleurs, le partenaire désiré pour la politique de l'époque de Nicolas. Les efforts poursuivis depuis si longtemps pour couronner tout le système politique du gouvernement par un accord avec l'Angleterre, exercèrent une

grande influence sur le cours de l'activité de la diplomatie de Nicolas I^{er}. Ils contribuèrent également à charger de chaînes la politique asiatique de Nicolas ; et, vu le peu d'intérêt que ce dernier portait en effet aux besoins du capitalisme qui venait de prendre naissance en Russie, ils paralysèrent considérablement les aspirations sur ce terrain. Jusqu'aux derniers jours du gouvernement de Nicolas, la politique extérieure de Nicolas I^{er} resta influencée par l'accord de 1841. Toute avance en Asie aurait effrayé l'Angleterre et nuï aux efforts les plus importants de Nicolas I^{er}, pour rester sur un terrain pacifique. L'offensive diplomatique de Amur-Murawjow, dans le proche Orient, coïncide avec la fin de cette période gouvernementale, où Murawjow ne reçut d'ailleurs alors qu'un faible soutien de la part du gouvernement. Quoique la convention de 1841 ne s'étendit pas intentionnellement à l'Asie Centrale et que la diplomatie russe enfourchant ses grands chevaux s'évertuait à déclarer que les affaires de la Russie dans l'Asie Centrale ne regardaient pas l'Angleterre, Nicolas I^{er} ne voulut cependant pas alarmer l'Angleterre à cet égard. L'action entreprise sous son règne dans les steppes du Kirghiz avait été provoquée par des exigences militaires et stratégiques, et par la nécessité de délivrer les sujets faits prisonniers par les nomades. Toutefois, les anciens territoires cultivés du Turkestan ne furent point soumis à ces mesures militaires. La fondation de Wernoje se réalisa d'ailleurs à une époque où la Russie avait déjà quelques démêlés avec l'Angleterre. En Perse, la politique belliqueuse des premières années du règne de Nicolas I^{er}, ce reliquat de l'ancien romantisme fut complètement abandonné et remplacé par une lutte d'intrigues entre la Russie et l'Angleterre près la cour du Shah, ce qui n'allait pas à l'encontre de la convention de 1841, ni du traité de commerce conclu entre la Russie et la Perse.

.

Les profonds changements survenus dans l'ensemble de la politique du tsarisme, au temps du Traité de Paris, eu-

rent une influence énorme sur la politique de la Russie en Asie. Au lieu de suivre une politique basée sur les principes et sur l'appui international du système douanier protectionniste, le prince Gortschakow préconisa, pour répondre aux besoins de la politique mondiale de la nouvelle époque, une politique de réalités, une politique d'« intérêts nationaux ».

Quoique au cours de toute la première partie du règne d'Alexandre II, la politique extérieure de la Russie, vu le manque d'une armée forte et de finances satisfaisantes, eut fort à souffrir du remaniement de tout le système militaire et des réformes apportées aux plus importantes administrations politiques et civiles, la suppression de tout le système douanier protectionniste permit cependant à la politique extérieure de la Russie à cette époque d'agir plus librement vis-à-vis de l'Angleterre, sa rivale. Naturellement, les professionnels de la diplomatie, même sous le prince Gortschakow se gardèrent bien de provoquer grossièrement des événements marquants, et le ministre des Affaires Etrangères sut modérer une action trop rapide de la Russie en Asie, action qui aurait pu renverser tous les calculs délicats et compliqués sur le théâtre européen. Bref, l'activité et la continuité des vues caractérisèrent la politique extérieure d'Alexandre II, et fait contraste avec celle de son prédécesseur. Dans le début du nouveau règne, alors que le cercle des rénovateurs qui cherchaient à gagner une nouvelle jeunesse à la cause du système monarchique, en s'adaptant aux exigences de la nouvelle vie publique bourgeoise, se groupa autour du plus important des membres de la maison Romanow, Constantin Nikolaiewitsch qui ne s'adonnait pas encore à la boisson, Gortschakow rêvait au cœur des longs entretiens nocturnes qu'il avait avec lui, du réveil national de la grande Russie sur le terrain des nouveaux droits des citoyens, de l'émancipation des paysans, des campagnes, de la nouvelle juridiction, de la réforme de l'armée, de la flotte, ainsi que des espérances qui découlaient de l'avance de la Russie sur le continent asiatique et du développement de l'industrie russe favorisé par les marchés en Asie. Ce-

lui qui dirigea la nouvelle politique en Chine fut Ignatjew, le plus faux parmi les plus fourbes des diplomates des Romanow, et qui sut donner à cette politique agressive le couvert de l'amitié, et la protection de la Chine contre les attaques de l'impérialisme de l'Europe occidentale. Ce qu'il importait avant tout à la politique de la Russie, c'était de mettre les marchés asiatiques de la Russie à l'abri de la concurrence intolérable. C'était d'ailleurs un motif pour le gouvernement tsariste pour se placer en ami de la Chine vis-à-vis de l'industrie européenne, qui s'efforçait d'ouvrir ce pays à l'écoulement de ses marchandises. Dans la littérature officielle et diplomatique du tsarisme, cet intérêt matériel fut soigneusement déguisé ; on parla de l'idéologie de la nécessité d'une étroite amitié avec la Chine, motivée par l'extension immense des frontières communes, et par l'impossibilité de les protéger militairement. Mais le principal mobile de cette politique reposait sur la conformité des intérêts du tsarisme et des intérêts traditionnels du gouvernement chinois qui s'efforçait de fermer la Chine aux agents et à l'influence du capital européen. Tout en jouant le rôle d'un ami magnanime, le gouvernement du tsar se fit payer sa magnanimité par des concessions territoriales, de nouveaux droits de navigation et le privilège d'entretenir des consulats dans les centres les plus importants des territoires chinois limitrophes, et ouvrit ainsi à l'industrie russe le marché chinois. A la suite du déploiement de l'évolution réformatrice en Chine, à la fin du XIX^e siècle, ce système se transforma en une politique de protection de la réaction à l'intérieur de la Chine.

C'est également sur les mêmes motifs que se basa la politique d'Alexandre II en Perse ; toutefois sa diplomatie eut à lutter dans ce pays avec la tyrannie intolérable et complètement dégénérée du shah de Kadscharen. En protégeant celle-ci contre l'invasion du capital européen et de ses agents, la Russie fit le jeu de la réaction la plus mauvaise et maintint complètement la Perse dans son engourdissement. Les accords secrets qui obligeaient le gouvernement

du shah à refuser au capital européen la construction de voies de communication en Perse couronnèrent cette politique. Le gouvernement russe, d'ailleurs, malgré des offres nombreuses que lui adressèrent différents entrepreneurs, dans le genre du fameux Reuter, n'a pas construit la moindre voie ferrée, à l'exception d'un court réseau vers le lieu de pèlerinage du Schüten, et de quelques routes nationales qui relient la Transcaucasie aux centres les plus importants de la Perse.



Mais ce fut dans l'Asie Centrale que la politique d'Alexandre II fut la plus énergique. Il faut en distinguer deux périodes. L'action entreprise pendant la première période sur les anciennes lignes frontières d'Orenbourg et de Sibérie se termina par la prise de Tashkent, de Chodjent et de Samarkand. La deuxième période ouvrit en 1869 de nouvelles voies d'offensive et fut marquée par l'occupation de Krassnowodsk. A cette époque, des négociations non officielles eurent lieu à Saint-Petersbourg avec l'Anglais Forside, et qui devaient servir à apaiser la méfiance du gouvernement anglais et à donner au gouvernement russe la possibilité d'utiliser les nouvelles voies offensives en Asie Centrale, sans heurter la résistance extérieure de l'Angleterre. Quoique l'accord de 1873 conclu avec le « petit ministère anglais » Gladstone, d'ailleurs très imprécis, et dénotant le manque de connaissances géographiques, eût donné au tsarisme toute liberté dans le Turkestan, quoique la presse anglaise consacra pendant un certain temps de nombreuses colonnes à Chiwa et plus tard à Ferghan, et que les politiciens anglais en observant les progrès du tsarisme dans ce territoire pressentirent un danger terrible — le tsarisme n'en réussit pas moins par sa politique en 1870 et en 1880, en sachant marcher de l'avant et s'arrêter quand il le fallait, à arrondir ses possessions en Asie Centrale, tout en évitant un conflit avec l'Angleterre. Lorsque Schir-Ali, le vassal anglais

sur le trône d'Afghanistan, essaya de se libérer d'une dépendance insupportable, le tsarisme chercha à le soutenir dans sa tentative. Mais les bras du gouvernement russe ne furent pas assez longs, et après une propagande inutile pour le grand tsar de la Russie blanche, le gouvernement russe ne put en fin de compte qu'offrir un refuge à Schir-Ali, détrôné et chassé de l'Afghanistan par les Anglais. Lorsque les troupes du tsar eurent enfin atteint Kuschki en 1895, après les fameuses conquêtes de Skobelew, et menacé, aux yeux des Anglais « la porte des Indes » Herat, alors pour la première fois se produisit en Asie Centrale un conflit entre les deux grandes rivales, la Russie et l'Angleterre, au cours duquel non seulement les troupes d'Afghanistan, mais aussi les troupes anglaises qui s'étaient installées dans Pende, furent battues par le général Komarow et mises en déroute. La question de la guerre ou de la paix ne tenait plus qu'à un fil, et la diplomatie traditionnelle russe dut déployer toute sa science pour parvenir, par un flux de paroles, à éviter des complications politiques et à différer des conflits. Stahl, ambassadeur de Russie à Londres, l'un des derniers virtuoses de la diplomatie russe parvint à transformer la question d'une guerre entre la Russie et l'Angleterre en une simple question de chancellerie concernant la limitation des pouvoirs en Afghanistan, que devait étudier sur place une commission technique.

La conquête de l'Asie Centrale était un fait accompli, et l'Afghanistan fut pendant un certain temps l'os qu'on abandonna à l'Angleterre, comme poste avancé des Indes, et les deux rivales délimitèrent leurs pouvoirs dans cette région. D'autres conflits se produisirent également sur le « toit du monde », le plateau de Pamir, où des colonels russes avaient pris possession du sommet de Hindu-Kuselz et des vallées, qui donnaient accès aux pays appartenant au système géographique de l'Hindoustan. Les Anglais, de leur côté, se pressèrent sur ce même « toit du monde » où ils se heurtèrent à leurs adversaires ; la rencontre qui se produisit entre Younghusband, d'autres aventuriers militaires anglais

et russes plaça de nouveau les deux grandes rivales, l'Angleterre et la Russie, devant la question de la paix ou de la guerre. Lors des obsèques d'Alexandre III, l'habile prince de Galles réussit à tromper le naïf Nicolas II, et le versant de la montagne qui se trouvait déjà entre les mains des Russes et ouvrait le chemin vers les Indes, fut abandonné à l'Afghanistan, le vassal de l'Angleterre, dont la situation se trouva ainsi sérieusement fortifiée. « Nous sommes revenus 30 ans en arrière » proclama-t-on à Saint-Petersbourg au département asiatique. La convention signée en 1895, au sujet du plateau de Pamir, termina les délimitations établies entre les deux grandes rivales en Asie Centrale. Le partage de cette partie du continent asiatique entre ces deux puissances prépara le terrain à une nouvelle phase des relations anglo-russes et à l'alliance anglo-russe. L'aventure de Nicolas II dans l'Extrême-Orient, qui se termina par la catastrophe que l'on sait, ne fit que retarder le début de cette nouvelle période.

En ce qui concerne la création en Russie d'un impérialisme capitaliste dirigé vers la Chine, la Russie se trouvait en somme, si l'on en excepte l'importance, dans la même position que les états asiatiques vis-à-vis des pays avancés capitalistes. L'impérialisme capitaliste russe alimenté artificiellement servit surtout d'enseigne et de ballon d'essai au capital de l'Europe occidentale pour pénétrer en Asie. Au fond, le peuple russe était l'un de ces peuples qui sont exploités par des pays capitalistes avancés, en ce qui concerne surtout les peuples asiatiques. D'après sa situation économique le peuple russe, si l'on peut dire, était le premier parmi les peuples asiatiques, et celui que l'Europe voulait exploiter à son plus grand profit. Le tsarisme était, en somme, l'agent, le commis du capital des puissances occidentales qui le nourrissait et l'entretenait, de même qu'un Rajah des Indes quelconque, quoique dans une mesure plus grande encore, n'est que le couvert de la domination anglaise.

Jusqu'à la période des spéculations et jusqu'à l'époque de

la folle invasion du capital étranger en Russie, sous Witte, le capital européen fit ressortir le grand intérêt qu'il y avait à tondre le peuple russe, avec l'aide des emprunts d'Etat et des chemins de fer. Lors de l'avènement au trône de Nicolas II, et de la discussion entamée sur la politique d'Alexandre III, on fit valoir, pour la conclusion de l'alliance franco-russe, les deux motifs suivants : 1° le refus prononcé par l'Allemagne en 1890 de renouveler l'accord secret avec la Russie sur une « réassurance politique » ; 2° la réduction des intérêts par Wyschnegradski et la transcription des emprunts russes d'Etat sur le marché français, à des conditions que le gouvernement russe considérait comme extrêmement avantageuses pour lui.

La période des spéculations conduisit à des oppositions d'intérêt entre l'industrie textile indigène traditionnelle et l'industrie métallurgique que nourrissait le capital étranger. Ces deux industries en arrivèrent finalement à un violent conflit en Perse, où l'Impérialisme russe, fortement imprégné du capital étranger, et qui songeait à construire le chemin de fer transpersan, son idée de prédilection, se trouva en violente opposition avec la politique traditionnelle nationale et les besoins de la production textile indigène. L'Angleterre acheta de plus en plus, pour ses débouchés en France et en Belgique, les richesses naturelles de la Russie, et devint l'administrateur du gros capital. En Perse, un conflit se produisit également entre l'impérialisme russe métallurgique, l'impérialisme anglais analogue qui s'était fondu avec lui et la politique libérale des industriels anglais du textile.

..

L'accord de 1907 qui plaçait le Tibet sous la domination de l'Angleterre, confirmait la dépendance de l'Afghanistan de l'Angleterre, la remise de la Mongolie et de l'Urianchari à la Russie et qui, contrairement à la tradition de la politique russe de conserver une Perse indivise, prépara son

partage entre la Russie et l'Angleterre, fut l'œuvre de l'impérialisme métallurgique anglo-russe. Cet accord faisait prévoir un nouvel antagonisme mondial et de la plus haute importance entre l'Allemagne et l'Angleterre, qui mettait dans l'ombre l'antagonisme anglo-russe. C'était un signe également d'une fusion toujours plus complète entre l'Impérialisme russe soutenu artificiellement et l'impérialisme de l'Europe occidentale qui l'alimentait à l'intérieur. A la déclaration de la guerre mondiale, les masses ouvrières russes n'étaient, comme les masses ouvrières des pays asiatiques, plus éloignées de l'Europe, qu'un objet d'exploitation de la part du capital mondial. Ce n'est pas en vain d'ailleurs que les révolutionnaires russes jouèrent un rôle important sous les Phidais persans.

Etant justement un peuple exploité par le capitalisme des pays plus avancés, le peuple russe put gravir plus rapidement et plus légèrement le chemin de la révolution sociale. Le capitalisme était assez développé en Russie pour créer un prolétariat éclairé, complètement européen et foncièrement révolutionnaire. Par suite de l'administration générale du pays, la Russie apparut comme un pays exploité et les masses ouvrières purent se révolter plus facilement contre le joug du capitalisme et gravir le chemin de la lutte sociale révolutionnaire. Tout bien pesé, la vie économique sous ses formes modernes se fit également sentir dans les pays purement asiatiques, quoique d'une façon moins sensible. On peut dire que la révolution sociale qui débuta en octobre 1917 fut précédée par une marche d'ailleurs inachevée de légalisation et de l'entrée des masses ouvrières des pays retardataires dans le cercle unitaire des relations économiques, et par le développement du prolétariat.

Le prolétariat russe, qui a gravi le premier le chemin de la révolution sociale, représente le pionnier qui indique aux masses ouvrières des pays purement asiatiques le chemin à suivre. Ces masses sentent inconsciemment la base commune qui les unit, par suite de leur situation économique, aux masses ouvrières révolutionnaires de la Russie, dont l'in-

fluence idéale vers la révolution s'étend à l'infini sur les masses ouvrières asiatiques, et que l'on ne reconnaîtra complètement qu'au cours de l'histoire. Les rapports politiques et de partis qui existent également entre les représentants des masses ouvrières de Chine, du Japon, de Corée, de Perse et les masses ouvrières de la Russie, ne sont que des signes extérieurs d'une centralisation plus ou moins profonde, conséquence de la communauté de leur situation, attendu qu'elles sont les « engrais humains » qui permettent au surcapitalisme de l'Europe occidentale et de l'Amérique de s'épanouir.

Le prolétariat russe, en tant que prolétariat révolutionnaire européen, est en même temps le premier parmi les peuples ouvriers asiatiques, qui se révoltent contre le joug capitaliste, et indique à ses frères le chemin qu'ils suivent déjà, à son appel.

Si le porte-parole de la politique tsariste pouvait dire avec raison, d'ailleurs, que l'avenir de la Russie reposait en Asie, cette unité dans la vie historique des masses ouvrières russes et asiatiques s'accomplit et s'est accomplie dans cette nouvelle période de l'histoire de l'humanité, au cours de la lutte révolutionnaire moderne, engagée contre le joug international de l'autorité de la clique impérialiste, en vue du socialisme mondial, sous lequel il n'y aura plus de classes exploitées et exploitantes, ni de pays exploités ou exploitants, ni de contraste entre l'Europe et l'Asie.

6. TCHITSCHERINE.

La Tactique de la II^e Internationale

I

La tactique de la II^e Internationale, telle qu'elle aurait dû être appliquée, se trouve clairement résumée dans la résolution adoptée par le Congrès socialiste international tenu à Amsterdam au mois d'août 1904 et dont voici le texte intégral :

Le Congrès repousse (ou répudie) de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi.

La conséquence d'une pareille tactique révisionniste serait de faire d'un parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste — d'un parti par suite, révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot — un parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

C'est pourquoi le Congrès, persuadé, contrairement aux tendances révisionnistes existantes, que les antagonismes de classes, loin de diminuer, vont s'accroissant, déclare :

1° *Que le Parti décline toute responsabilité, quelle qu'elle soit, dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste, et ne saurait, par suite, approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;*

2° *Que la démocratie socialiste ne saurait rechercher aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au Congrès international de Paris, en 1900.*

Le Congrès repousse, en outre, toute tentative faite pour

masquer les antagonismes de classes toujours croissants à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois.

Le Congrès compte que les représentants du Parti dans les Parlements se serviront de leur puissance accrue, tant par leur nombre augmenté que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui les suivent, pour persévérer dans leur propagande sur le but final du socialisme et, conformément à notre programme, pour défendre de la façon la plus résolue les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés politiques ; pour revendiquer l'égalité des droits pour tous ; pour continuer, avec plus d'énergie que jamais, la lutte contre le militarisme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation, et finalement, s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et à rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice.

Comme on voit, la résolution d'Amsterdam se compose de deux parties : partie critique et partie positive. La première « repousse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes ». La résolution ne se contente pas d'une réputation abstraite et vague. Elle tient à définir d'une façon explicite le révisionnisme qui sévissait alors dans le monde socialiste. Et elle ajoute que le révisionnisme tend « à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi. »

En effet, quel fut le but fondamental du révisionnisme représenté, en Allemagne, par Bernstein et Vollmar, en France, par Jaurès, en Italie, par Filippo Turati sans parler de leurs partisans dans d'autres pays ? La destruction du caractère révolutionnaire du socialisme aussi bien dans la théorie que dans la pratique. Au point de vue théorique, le *Manifeste Communiste* de Karl Marx et de Frédéric Engels préconisait une « rupture radicale » avec l'idéologie bour-

geoise. Le Marxisme brise impitoyablement la table des valeurs bourgeoises : les vérités dites éternelles (Justice, Droit, Vérité) en montrant leur caractère historique et relatif et en dévoilant leurs « dessous » économiques et matériels.

Le Droit immuable dissimule soigneusement celui d'*user et d'abuser* des richesses de la nature et de la force du travail salarié. La justice bourgeoise déclare juste et intangible tout ce qui consolide et assure le fonctionnement régulier du régime bourgeois basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. La Vérité éternelle attache les bases économiques, politiques et juridiques de la société à la prétendue invariabilité de la « nature humaine » fixée une fois pour toute sous l'image de la bourgeoisie régnante et du prolétaire exploité. Le Marxisme renverse toute l'Olympe des Divinités traditionnelles soigneusement entretenues par le vieux monde dans l'intérêt de la conservation sociale. Les Dieux ne gagnant rien à être connus ont besoin de l'éloignement céleste et des nuages obscurs pour maintenir leur prestige et la foi aveugle des croyants. Tout Régime basé sur l'exploitation a un besoin vital des formules vagues et abstraites dissimulant des réalités cruelles pour se faire respecter par ses victimes elles-mêmes. La menace du gendarme et de la force brutale est insuffisante pour la prolongation éternelle d'un régime de privilèges et d'inégalité. Il faut ajouter aux instruments de la soumission matérielle ceux de la soumission morale, au gendarme par trop visible le gendarme invisible de la conscience. Le développement de l'esprit moderne a quelque peu compromis ou affaibli le rôle de Dieu-gardien social. La religion des Idées abstraites (Droit, Justice, Vérité) fut appelée à remplacer la mythologie des siècles passés.

Marx en détruisant le prestige des vérités « éternelles » brisa la nouvelle armature idéologique du Régime...

Le révisionnisme cherchant à renouer des alliances politiques et sociales avec le monde bourgeois tenta de restaurer le culte des idoles brisées. Bernstein et Jaurès firent appel à l'idéalisme traditionnel. La « critique » du matérialisme historique fut un des objets du fameux livre de Bernstein :

Die Voraussetzungen résumant le système révisionniste. C'est au nom du Droit et de la Vérité que fut livrée la bataille de l'Affaire Dreyfus par Jaurès, qui pourtant plus perspicace que Bernstein liait ces mots d'ordre idéologiques aux intérêts politiques concrets : la lutte salutaire contre la réaction cléricale et nationaliste.

La résolution d'Amsterdam ne s'occupe pas de la déviation théorique du Révisionnisme. Elle se contente de dénoncer ses conséquences pratiques : la collaboration des classes. Tout en attaquant les tendances révisionnistes, elle les ménage visiblement en rétrécissant le front d'attaque. Mais le développement ultérieur de la tactique révisionniste fit ressortir le lien organique qui existe entre le confusionnisme théorique et le confusionnisme pratique, entre le culte des faux dieux idéalistes et celui de la pratique bourgeoise. C'est au nom de la Patrie bourgeoise formellement niée par le Manifeste Communiste, de la Liberté, du Droit et de la Civilisation capitalistes que l'*Union sacrée* — cette négation pure et simple de la lutte des classes — que le reniement de la II^e Internationale fut consommé dix ans après le vote solennel de la Résolution d'Amsterdam répudiant non le socialisme, mais le Révisionnisme.

II

Si la résolution d'Amsterdam a laissé dans l'ombre le révisionnisme théorique, elle fut assez explicite en ce qui concerne le révisionnisme pratique tant en y apportant certains ménagements que nous noterons au passage. La résolution condamne le réformisme. Elle veut « la transformation la plus rapide de la société bourgeoise en société socialiste ». Elle réclame impérieusement un parti « révolutionnaire » et elle répudie « un parti se contentant de réformer la société bourgeoise ». C'est clair. C'est net. Et c'est contraire à toute la pratique, à presque toute l'action — quotidienne et parlementaire de la II^e Internationale. Mais un mauvais génie, un Machiavel réformiste, un Vandervelde ou un Victor Adler a mis dans cette déclaration de principes

révolutionnaires un mot qui ouvre la porte toute grande à la tactique réformiste. En parlant du caractère « révolutionnaire » obligatoire pour le parti socialiste, le rédacteur définitif de la Résolution paraît tout à coup être effrayé de son propre courage et pour ne pas faire peur aux opportunistes par le mot : révolutionnaire, il s'empresse d'ajouter : « dans le meilleur sens du mot ». Ce seul mot marque toute l'orientation pratique de la II^e Internationale : elle avait peur de la révolution. C'est cette peur qui a déterminé toutes ses compromissions, ses alliances avec la démocratie bourgeoise, son culte de la légalité démocratique, son réformisme pacifique. Elle voulait bien la révolution — dans le but, en préconisant la transformation sociale, mais nullement dans les moyens. Elle négligea cette vérité fondamentale qu'il existe un parallélisme certain entre les buts d'un parti et ses moyens, entre ses principes et sa tactique. Ce parallélisme peut s'exprimer ainsi : *Un parti révolutionnaire ne saurait appliquer qu'une tactique révolutionnaire.*

Le caractère révolutionnaire des buts d'un parti a comme corollaire celui de ses moyens. Après avoir exposé leurs « principes », leur « théorie » révolutionnaires les auteurs du *Manifeste Communiste* — auxquels on est toujours obligé de revenir — concluent dans la phrase finale du Manifeste déjà citée à la Révolution violente, en harmonisant ainsi le but final du mouvement avec ses moyens. La même concordance se retrouve, dans le sens opposé, chez les réformistes. Une fois les moyens révolutionnaires rejetés, ils rejettent également « le but final » du socialisme : la transformation radicale de la propriété. Ils se contentent « de réformer la société bourgeoise » ; ils ne sont que réformistes. Ils déclarent, avec Bernstein, le *Manifeste Communiste* erroné et accusent Marx « d'intelligences avec l'ennemi » — avec Blanqui. Marx et Bernstein sont tous les deux rigoureusement logiques. Marx veut le but et les moyens révolutionnaires. Bernstein, qui se préoccupe avant tout de gagner la démocratie bourgeoise et les éléments ouvriers embourgeoisés, en rejetant résolument la méthode révolutionnaire pour ne pas

effrayer sa clientèle, est logiquement amené à rejeter le but final. Il cesse d'être socialiste pour n'être que réformiste.

Ce n'est pas le cas de la plupart des chefs de la II^e Internationale, et des plus illustres : Liebknecht-père, Bebel, Plékhanoff. Chez eux, nous constatons une contradiction entre le révolutionnarisme théorique et le légalisme pratique, entre la théorie du but final révolutionnaire et la pratique légaliste et démocratique. Liebknecht-père cherche à légitimer cette contradiction devenue fatale pour la II^e Internationale par une formule : « La révolution n'est pas dans les *moyens*, mais dans le *but* » (Congrès d'Erfurt. 1890). Et il ajoute : « Depuis des siècles, la violence est devenue un facteur *réactionnaire* ». Cette affirmation est non seulement contraire à la vérité historique — si l'on envisage l'histoire de tous les mouvements révolutionnaires sans exception, mais à la dialectique marxiste qui ignore la violence *en soi*, qui n'est ni révolutionnaire, ni réactionnaire : tout dépend de la classe qui l'applique. Au service d'une classe révolutionnaire, la violence devient réactionnaire. Au service de la réaction, la violence est réactionnaire. On ne s'arrêtait devant aucun sophisme pour dénigrer la tactique révolutionnaire en la traitant, à la grande joie des bourgeois et des futurs ministres socialistes, de « romantique », de « démagogique » et surtout d'« anarchiste ».

Au Congrès d'Amsterdam, même, Bebel, le porte-parole des anti-révissionnistes, déclara que la socialdémocratie attend sa victoire de la conquête de la majorité de la population. Plékhanoff distinguait entre « violence » et « pouvoir » (« Gewalt » — « Macht ») et déclarait que notre but est de conquérir le pouvoir sans définir les moyens.

Cette peur de la révolution, dans le « mauvais » sens du mot, le dénigrement systématique par les meilleurs chefs de la deuxième Internationale de la tactique révolutionnaire eurent comme conséquences inévitables toute une série de phénomènes qui ont déterminé la physionomie générale du mouvement et la déchéance finale du 4 août 1914 :

1^o Une tolérance excessive envers les opportunistes, main-

tenus dans l'Internationale, non seulement comme simples membres, mais à la direction même du mouvement, tandis que « les extrémistes » de l'époque en furent exclus ;

2^o Le principe démocratique de la majorité a remplacé la théorie marxiste de « la dictature du prolétariat ».

3^o L'action électorale et corporative absorbait presque toute l'activité des partis socialistes.

4^o La collaboration avec les partis bourgeois au Parlement et au dehors est devenue constante.

5^o Le caractère national du mouvement fait effacer la solidarité internationale.

Nous examinerons tous ces phénomènes en détail.

Charles RAPPOPORT.

La Dictature du Proletariat et le terrorisme

(Fin)

Les ouvriers russes ont beaucoup appris au cours des longs mois de la Révolution, au point de vue économique. Les correspondants de la presse bourgeoise, ennemis acharnés du socialisme, qui s'introduisirent furtivement dans les affaires soviétiques, afin de pouvoir, pendant quelques semaines, et sous le couvert d'objectivité, vendre au détail leurs « portraits biographiques » de la Russie Soviétique, n'ont naturellement aucune idée du travail qui fut effectué, dans les conditions les plus défavorables, par le prolétariat inexpérimenté. Mais celui qui, laissant de côté ces assertions, s'en rapporte aux exposés présentés par les chefs de la République Soviétique et aux articles de la presse rouge, celui-là oublie le but poursuivi, lorsque la presse soviétique donne des descriptions pessimistes. La lutte que poursuit la Russie des Soviets est, en effet, pour elle une question de vie ou de mort. Pour triompher, la Russie sera

(1) Voir la *Revue* de Mars, d'Avril, et de Mai.

obligée de tendre toutes les forces du pays et devra tenir tête à toutes les violences. Il faut donc que les chefs soviétistes et que la presse dénonce toutes les faiblesses de l'organisme, afin de stimuler de nouvelles énergies. Et là-même où l'échec résulte de difficultés objectives il importe de faire appel aux masses pour en triompher malgré tout.

Alors que la presse bourgeoise et social-démocratique allemande cherche à cacher et à taire toutes les corruptions de l'organisme gouvernemental, la presse soviétique dévoile, au contraire, sans le moindre égard, toutes les faiblesses de l'administration de son propre gouvernement. Elle attaque sans considération aucune les fonctionnaires des Soviets, met au grand jour les faiblesses de l'administration soviétique, tout comme les masses ouvrières d'ailleurs, dès que se produisent des accroc.

Ossinski, l'un de ceux qui connaissent le mieux la politique économique du gouvernement des Soviets, avait absolument raison de déclarer voici un an que le rendement du travail est, avant tout, subordonné aux circonstances objectives, et ne peut résulter que du processus continu du travail.

Là où le manque de charbon ou de matières premières amène l'interruption du travail, la production diminue par heure et par tête. Il ne faut pas oublier non plus que la population est constamment sous-alimentée parce que la production est presque exclusivement consacrée aux besoins de la guerre ; on ne peut, par conséquent, assurer qu'en partie infime la production de marchandises susceptibles d'être échangées contre des denrées alimentaires. En outre, les prolétaires les plus énergiques, ceux-là même qui se sont mis au courant de la direction de la production, sont au front, et sont l'âme de l'armée rouge. Les circonstances ne permettent donc pas d'attendre que le prolétariat acquière des connaissances très développées dans la direction de l'industrie. Il faut absolument que l'autonomie et le sentiment de la responsabilité de la collectivité se développent rapide-

ment, et que les ouvriers les plus intelligents, manuels comme intellectuels, aient souvent en main des pouvoirs dictatoriaux. Les Kautsky persistent d'ailleurs à voir dans cette évolution la banqueroute du communisme et l'abandon de l'idée du système des Conseils. Mais, en réalité, ces pouvoirs dictatoriaux, d'ailleurs passagers, sont la conséquence de la guerre, qui ne permet pas à la constitution soviétique de vaincre les faiblesses de ses enfants ou de renforcer l'autonomie des masses. Et si ces pouvoirs dictatoriaux permettent de surmonter certains à-coups, c'est que, derrière eux, se trouvent les Conseils qui jouissent de la confiance des masses et leur expliquent le sens et la nécessité de ces mesures spéciales.

Cet exposé de l'évolution intérieure de la république soviétique russe indique toutes les difficultés que cette dernière a à surmonter, non seulement par suite de la jeunesse du prolétariat russe, de l'esprit particulièrement agrarien qui règne en Russie, mais surtout parce que la Révolution russe s'est déclenchée avant l'essor du prolétariat dans les pays capitalistes. En effet, elle eut non seulement à lutter avec la contre-révolution russe, mais aussi avec le capitalisme mondial, qui ne chercha d'ailleurs à la réprimer que pour avoir toujours à sa disposition la chair à canon russe, et qui s'efforce aujourd'hui de l'étouffer pour éteindre le foyer de la révolution mondiale. Le choc des armées contre-révolutionnaires du capital mondial, les complots que ce dernier a fomentés sur le sol russe, les secours qu'il fournit encore, sans arrêt, au capital russe avec l'espoir qu'ils vont amener la victoire sur la classe ouvrière russe, tout cela devait donner aux combats de la Révolution russe un caractère particulièrement acharné. La classe ouvrière en parvenant au pouvoir essaya tout d'abord de ne recourir à aucun acte de cruauté, malgré la persécution effroyable dont elle eut à souffrir sous le régime de Kerenski. C'est ainsi que des ouvriers révolutionnaires couvrirent de leur corps les ministres de Kerenski que l'on avait arrêtés, et pardonnèrent aux généraux de la contre-révolution. Ils comprirent bientôt, à

l'école du parti communiste, que la révolution prolétarienne n'avait pas pour but d'écarter simplement quelques personnes mais de transformer les rapports sociaux. Et si des actes de représailles se produisirent, il faut les imputer à des paysans qui avaient endossé l'uniforme de soldat, et non à des ouvriers organisés. Si l'on fait exception de Moscou, la révolution d'octobre s'accomplit presque dans le calme. *La terreur politique se déchaîna par contre dans toute son ampleur lorsque la bourgeoisie russe commença, avec l'appui des baïonnettes allemandes à combattre la classe ouvrière en Ukraine, par le fer et le feu, lorsqu'elle se cacha, en février 1918, en Russie centrale derrière le gouvernement allemand, quand, avec l'appui de ses fonctionnaires, elle chercha à livrer à l'Allemagne des parties importantes de la richesse nationale de la Russie appauvrie, enfin lorsqu'elle commença, avec l'argent anglais et français, à fomenter les complots, organisa les attentats, contre les chefs du prolétariat russe, et équipa contre la Russie des Soviét des armées entières de mercenaires en Sibérie et au Caucase. La place nous manquerait ici pour énumérer en détail tous les actes de terreur commis par les gardes blancs, que l'on peut lire, d'ailleurs, dans le rapport fourni par Ioshua Rosset, le représentant américain de la Croix-Rouge en Sibérie.*

Kautsky déclare que les chefs de la contre-révolution, en recourant à la terreur sont restés fidèles à eux-mêmes parce que la vie des hommes leur importait peu, et que c'était pour eux le seul moyen de s'emparer du pouvoir. Les autres ne violent pas leurs principes en sacrifiant volontairement les vies humaines pour se maintenir au pouvoir, mais les *Bolcheviks ne peuvent le faire que s'ils n'observent pas les principes de la sainteté de la vie humaine, principes qu'ils ont exaltés et légitimés eux-mêmes* » (page 139).

Après le maître, le jeune représentant de la firme « marxisme châtré », M. Hilferding répète que le terrorisme est *absolument immoral*, et le brave Georges Ledebour, l'écume à la bouche, fulmine contre l'immoralité de la terreur bolchevique. Georges Ledebour, pour excuse, peut

en appeler à la grande énergie qu'il a déployée pendant la période de Kerenski pour protester à la conférence des Zimmerwaldiens à Stockholm contre le terrorisme du gouvernement de Kerenski. Quant à MM. Kautsky et C^{ie}, ils ne peuvent même pas revendiquer comme circonstances atténuantes le confusionisme humanitaire. Ils se sont tu, lorsque des soldats russes, ouvriers et paysans, sous la menace de la plus formidable terreur, ont été jetés dans la lutte, pour défendre les intérêts du capitalisme de l'Entente; ils n'ont rien dit non plus, lorsque le gouvernement de Kerenski jeta en prison les paysans révolutionnaires qui s'étaient organisés pour exproprier les grands propriétaires fonciers, lorsqu'il envoya contre les paysans des expéditions de représailles pour défendre les junkers, lorsqu'il fit présecuter de la façon la plus atroce des milliers d'ouvriers pour propagande bolcheviste, lorsqu'il opprima la presse bolcheviste et fit poursuivre les chefs du prolétariat russe comme des espions allemands.

Les apôtres de la moralité se sont aperçus que le terrorisme est immoral simplement, le jour où s'est posée la question de savoir si le prolétariat doit se défendre par la force et chercher à se libérer par tous les moyens. Les marxistes, qui jusqu'alors enseignèrent au prolétariat qu'il n'existait ni de vérité absolue, ni de lois morales absolues, trouvent aujourd'hui que le prolétariat n'a droit au triomphe que si sa victoire s'accomplit sans danger pour les vies humaines. S'ils se soucient tant des vies humaines, pourquoi ne considèrent-ils donc que les victimes de la commission extraordinaire, et non pas les masses qui meurent de faim, puisque la bourgeoisie russe avec l'aide du capital de l'Entente fait sauter les ponts de chemins de fer pour désorganiser le trafic ferroviaire, déclenche des offensives contre la Russie soviétique vouées à un échec militaire certain, mais destinées simplement à détruire les moissons, et à obliger ainsi les masses à capituler par la famine.

Si l'accusation d'immoralité que portent les « moralistes » Kautsky, Hilferding, Ledebour, contre la jeune classe ouvrière combattante est absurde, on n'a pas encore

dit que le terrorisme est opportun, quelles sont ses chances de succès, ni le but qu'il poursuit.

Il est évident qu'à la longue la terreur, même la plus impitoyable, ne pourrait pas sauver la révolution russe, si le capitalisme sortait vainqueur de la crise actuelle et se consolidait. La contre-révolution pourrait alors atteindre son but en obligeant la Russie des Soviets à ne produire que pour la guerre. En effet, si la République soviétique n'assure pas dans un temps plus ou moins rapproché la production normale du temps de paix, afin de recevoir de la campagne toutes les matières nécessaires à l'industrie, il est clair que la classe ouvrière, déjà infime, finira par s'user au cours des campagnes victorieuses et par rester sur les champs de bataille. Cette seule possibilité devrait stimuler l'ardeur de tous les socialistes de l'Europe Occidentale, pour qui le socialisme n'est pas un vain mot, les encourager à réveiller la classe ouvrière de l'Europe Occidentale pour la mener au combat contre le capitalisme, mais non pas ordonner aux révolutionnaires russes au nom de l'humanité de mettre bas les armes devant les contre-révolutionnaires. En effet, si un Kautsky, dans sa brochure publiée l'année dernière sur la démocratie et la dictature, nourrissait encore l'espoir de voir la dictature bolchevique céder la place en Russie à la démocratie, il n'en reste pas moins vrai que non seulement les menscheviks russes, mais encore leurs stupides partisans en Europe, Kautsky et Rudolf Hilferding y compris, se rendent parfaitement compte que si la dictature des ouvriers en Russie disparaît en même temps que la terreur rouge, ce n'est pas la démocratie qui régnera en Russie mais la Terreur blanche des Koltschak et des Denikine. *Obligés de choisir entre la dictature du prolétariat avec son terrorisme et le terrorisme brutal de la dictature blanche, ils implorent les prolétaires : soyez doux, complaisants et bons, disent-ils, promettez-leur de leur laisser édifier un tombeau au prolétariat russe : « frappé, assassiné par la terreur capitaliste, parce qu'il était noble et observait les commandements de l'humanité, il a vécu surtout de végétaux, par-ci, par-là de petites bestioles, chenilles, vers, reptiles, voire même de*

petits oiseaux qui n'étaient pas encore en état de voler. Il ne tua par contre aucun mammifère pour s'en nourrir. Il resta ainsi semblable à nos ancêtres, les singes. Honore sa mémoire ! »

Eh bien non, le prolétariat russe ne suivra pas ces conseils, dont le seul mérite sera de lui faire reconnaître dans les derniers Hilferding et Ledebour les proches parents des Scheidemann et C^{ie}.

VI. — LE DILEMME

Quelle importance peut donc avoir la question du terrorisme pour la classe ouvrière de l'Europe Occidentale? Les Kautsky, Otto Bauer, Hilferding cherchent à expliquer le terrorisme, qu'ils ne découvrent que dans la révolution russe ouvrière, par le fait que la classe ouvrière ne constitue en Russie qu'une infime minorité du peuple. C'est pour ce seul motif, disent-ils, qu'elle a recours aux actes de violence pour chercher à se maintenir. Quant au prolétariat de l'Europe, rien ne le poussera à prendre de telles mesures, parce qu'il représente la majorité de la population.

S'ils procèdent ainsi vis-à-vis de la terreur bolchevique, c'est simplement parce qu'ils se sont engagés à enlever de l'écu du socialisme tout le sang dont le bolchevisme pouvait le maculer. Mais l'énergie que déploient les Kautsky, Ströbel, Hilferding et Ledebour dans cette question, tout le venin qu'ils répandent, montrent suffisamment qu'il s'agit plutôt de savoir si ces grands représentants du socialisme pourraient assumer la responsabilité de la pauvre et petite révolution ouvrière en Russie. Lorsque la révolution des ouvriers en Russie triompha en novembre 1917, lorsque le drapeau des soviets devint pour les prolétaires de tous les pays depuis Berlin et Vienne jusqu'à San-Francisco, le drapeau de leurs luttes futures et de leur triomphe définitif, ce fut le premier coup porté aux éléments hésitants du socialisme, aux adversaires de *l'idée de la Dictature prolétarienne*.

Les Ströbel et les Kautsky cherchèrent à qui mieux mieux,

avec les laquais de la bourgeoisie, à faire croire au prolétariat que Marx ne comprenait rien d'autre par le mot dictature que le pouvoir du prolétariat, qui devait, pour condition première de son existence, être librement consenti par la majorité de la population. Le prolétariat devait s'engager en outre au point de vue juridique à payer un dédommagement à la brave bourgeoisie, ainsi qu'à ses derniers descendants, reconnaître qu'on lui avait ravi son droit héréditaire d'exploiter les autres, lui assurer une rente et lui permettre de s'organiser sous l'étendard de la démocratie contre le prolétariat.

Toutefois, l'idée de la dictature ouvrière triompha également dans la classe ouvrière de l'Europe occidentale, continua à s'implanter dans les masses toujours plus grandes du prolétariat, grâce à l'influence de la lutte de la République russe des soviets qui conquiert les cœurs du prolétariat du monde entier, et grâce surtout à l'expérience que la classe ouvrière fit dans tous les pays de la dictature bourgeoise.

Après s'être laissés tromper en novembre 1918 par les Haase, Ströbel, Hilferding, Dittman, Kautsky, qui leur livrèrent le pouvoir déchu de la bourgeoisie, les ouvriers de l'Allemagne reconnurent bientôt les bienfaits de la démocratie bourgeoise. Il n'existe aucune contradiction de principe entre les Conseils et l'Assemblée nationale, affirma Haase, le chef des Indépendants, au premier congrès des Conseils ; aussi s'empressa-t-il de demander la convocation de l'Assemblée nationale. La bourgeoisie montra bientôt aux ouvriers qu'ils se trouvent en face d'un dilemme entre les deux termes duquel il n'y a pas de milieu. Afin de prendre effectivement le pouvoir, et ce, grâce à l'Assemblée nationale, la bourgeoisie commença immédiatement après le Congrès à opprimer les ouvriers, à déposséder de leurs droits les conseils ouvriers, à désarmer le prolétariat. Entre janvier et mai, la foi de la classe ouvrière en la force merveilleuse de la démocratie et de l'Assemblée nationale s'envola rapidement, et les ouvriers se prononcèrent énergiquement pour la dictature et pour le pouvoir des Conseils. Néan-

moins, Haase et Hilferding réussirent quoique à grand peine, au Congrès de mars des Indépendants, à convaincre par leurs discours la social-démocratie allemande, que l'on pouvait, en opérant une pression sur la bourgeoisie au sein de l'Assemblée nationale bourgeoise, sinon arriver au pouvoir des Conseils, du moins obtenir la collaboration des Conseils au pouvoir, et leur assurer l'initiative politique. La presse indépendante n'osait plus combattre ouvertement les Conseils. Ce n'est que dans les journaux et les livres bourgeois que les Kautsky et Ströbel se risquèrent à lutter contre l'idée de la dictature du prolétariat. Mais, avec le temps, le parti indépendant se convainquit de l'insuccès auquel était vouée cette campagne ; et les adversaires de la dictature du prolétariat se rabattirent sur une dictature qui n'en est pas une. Rudolf Hilferding, l'ancien conseiller de Scheidemann. Ebert, provenant de l'école autrichienne des compromis, l'homme du radicalisme en théorie, mais des demi-vérités et des grands mensonges, donna le signal. Il se déclara certes, à la Conférence des Indépendants réunie en septembre, pour la dictature, mais pour une dictature qui ne peut faire aucun mal à la bourgeoisie, une dictature qui est un couteau sans manche ; bref, il se prononça pour la dictature, tout en rejetant les principes théoriques. Il déclara que le terrorisme était non seulement condamnable au point de vue moral, mais qu'il n'était nullement indispensable dans l'Europe Occidentale, attendu que la classe ouvrière y possède la majorité, et peut en conséquence avoir le pouvoir sans recourir à la violence. Naturellement, tous les éléments vagues et opportunistes se cramponnèrent à ce moyen terme, qui devint ainsi la planche de salut pour les éléments du parti indépendant, qui par leur situation sociale, sont absolument incapables de rompre d'une façon décisive avec la bourgeoisie, parce que, riches eux-mêmes, ils sont liés d'instinct à la bourgeoisie, soit qu'ils soient habitués à l'existence tranquille d'un chef parlementaire, qui proteste, discourt, mais ne risque rien. Se cramponnèrent également à cette planche de salut tous

les éléments qui étaient venus au socialisme, parce que la démocratie bourgeoise était en faillite. Le mot d'ordre de la dictature sous le terrorisme *devint en même temps le mot de ralliement des politiciens et des illusionnistes humanitaires et démocrates*. Pas un seul de ceux-ci ne put, en réalité, se placer sur le terrain du prolétariat et combattre pour lui, selon les nécessités résultant de la situation, sans poser de conditions à l'histoire ni chercher à la forcer.

Néanmoins, cette situation permit au prolétariat de passer à gué la mer de sang et de fange capitaliste, et de rester blanc et pur comme Antigone. Le mot d'ordre « Dictature sans terrorisme » est le dernier refuge de la bourgeoisie. *Une première question se pose : comment parviendrons-nous au pouvoir ?* Pourrons-nous établir exactement que la majorité de la population est derrière nous, même si c'est la pure vérité ? Il est évident qu'on ne peut guère y compter : au fur et à mesure que s'approchera l'époque où la classe ouvrière parviendra au pouvoir, se dérouleront les combats révolutionnaires les plus violents, que soutiendront avec la même énergie la bourgeoisie et le prolétariat, et qui détruiront la forme démocratique. La bourgeoisie opposera la terreur blanche à la dictature prochaine du prolétariat. Elle opprimerà la presse ouvrière, voudra dissoudre les organisations ouvrières, et cherchera à faire déclencher le mouvement du prolétariat avant terme, afin de pouvoir le réprimer immédiatement. Il est bien improbable que des élections quelles qu'elles soient puissent déterminer d'une façon précise de quel côté se trouve la majorité. *Il est également douteux que le prolétariat conscient, qui cherche à prendre le pouvoir, puisse compter sur la majorité de la population avant qu'il ne se soit lui-même emparé du pouvoir*. Les ouvriers, aussi longtemps que le capitalisme existera, se trouvent non seulement sous l'influence de la presse et des écoles de la bourgeoisie, et d'une certaine superstition, mais aussi *sous l'impression de la puissance de la bourgeoisie*. Les éléments de la classe ouvrière qui ont le plus à souffrir de l'oppression, ou ceux dont l'esprit est plus éveillé, se

libèrent naturellement de cette influence au cours de cette évolution. Quant à la grande majorité du prolétariat, ce n'est qu'au cours des combats qu'il soutiendra lui-même, et des expériences qu'il acquerra ; ce n'est également que par les actes du gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'il prendra confiance en sa propre force et qu'il s'estimera capable d'assumer le pouvoir à son tour. Toutefois, même si l'avant-garde communiste du prolétariat groupait autour de lui une majorité, si cette dernière était même mathématiquement indiscutable, *on ne saurait encore nourrir l'espoir que la bourgeoisie se soumette à une majorité. La bourgeoisie ne se soumettra jamais ; il faut qu'on la mâte*. Aussi longtemps qu'il y aura des états capitalistes à côté d'états socialistes, la bourgeoisie nourrira toujours l'espoir de triompher à nouveau du prolétariat, et une fois asservie, elle commencera toujours par organiser la résistance. *Tant que la Révolution ne sera pas un fait accompli, tant que l'ordre socialiste ne remplacera pas la décomposition capitaliste, en décelant aux masses, par des faits palpables, les bienfaits du nouveau régime, la bourgeoisie trouvera toujours dans les milieux hésitants et irrésolus du prolétariat et de la petite bourgeoisie des éléments qui se laisseront persuader que le pouvoir de la bourgeoisie pourra leur épargner toutes les vicissitudes qu'entraîne le combat à sa suite*. Dans l'Occident, dans les pays capitalistes où la bourgeoisie est la mieux organisée, là où elle trouve dans l'aristocratie ouvrière un appui beaucoup plus large qu'en Russie, il est probable que la lutte pour la suprématie revêtera un caractère beaucoup plus acharné qu'en Russie, et que le prolétariat répondra aux actes de violence de la bourgeoisie par des mesures semblables et des plus énergiques.

Dans ces conditions, tous les discours sur la dictature sans terrorisme ne servent qu'à *endormir les masses*. Celles-ci, inconscientes du danger, pourraient alors être entraînées au combat *et tomber plus facilement, victimes de la bourgeoisie*. On ne peut se consoler que la classe ouvrière ne soit

pas sentimentale, et qu'elle soit prête à répondre à la violence par la violence.

La classe ouvrière, comme toute classe qui s'efforce à marcher de l'avant, qui représente l'avenir de l'humanité, et qui réunit tout ce qui est bon et grand, est foncièrement magnanime, foncièrement facile à se laisser endormir, surtout quand ceux qui veulent la plonger dans l'assoupissement, jouissent de sa confiance et lui parlent en partisans de la dictature. La classe ouvrière court le danger de parvenir au pouvoir, grâce aux machinations de gens qui ne veulent en aucun cas brûler leurs vaisseaux, dont les sentiments honnêtes et honorables obscurcissent le sens des réalités et les empêcheront un certain temps d'user de violence, là même où la nécessité l'exige ; elle court ainsi le danger d'être obligée de rattraper le temps perdu, en se sacrifiant plus encore.

Le prolétariat court même le danger de subir momentanément de *gros échecs*, par suite des machinations de chefs mal assurés. Quiconque est au courant de l'histoire du gouvernement *hongrois* des conseils, et de celui de *Munich*, sait l'influence désastreuse qu'eut sur eux la jeunesse lyrique (sans distinction d'âge) ; c'est pourquoi l'influence que le livre de Kautsky exerce encore sur une partie des chefs des Indépendants est un signal d'alarme ; *il avertit le prolétariat du danger qu'il y a d'ajouter foi aux renseignements livresques.*

Les ouvriers du parti indépendant savent qu'il ne suffit pas de faire admettre à leurs chefs l'idée de la dictature, mais qu'il est d'utilité absolue de *posséder aux aiguillages du système ferroviaire du prolétariat des représentants du prolétariat révolutionnaire, dont l'œil perçoit tranquillement les faits, et dont la main ne tremble pas.*

En effet, une dictature des conseils dont les chefs n'ont pas rompu définitivement avec le monde capitaliste, et ne sont pas disposés à accomplir tout ce qu'exige l'impérieuse nécessité, ne peut être qu'un semblant de dictature, qui court fatalement à la défaite.

Le prolétariat n'a pas soif de sang ; le prolétariat, par expérience historique, sait parfaitement bien que la violence, que la terreur n'ont jamais et nulle part créé de nouveaux rapports dans la production, ni forgé un nouvel ordre dans la société, ordre qui ne peut être préparé que par l'évolution économique. Le prolétariat sait également que la violence ne donne ni charbon ni pain, ne construit pas de voies ferrées, et que seul le travail volontaire de millions d'individus peut donner ce résultat. Mais le prolétariat n'ignore pas non plus que pour intensifier la production des charbonnages, pour apporter le combustible chez lui ou dans les usines, il faut tout d'abord *conquérir les mines par de violentes luttes révolutionnaires, puis les garder l'arme au pied, pour qu'elles ne soient pas dévastées par les bandes de gardes blancs.* Le prolétariat sait fort bien qu'il ne pourra par la violence contraindre les paysans à labourer les champs, mais qu'il n'y arrivera à la longue que si le paysan s'aperçoit que le pouvoir du prolétariat lui assure un sort meilleur que sous le pouvoir de la bourgeoisie.

Il importe donc tout d'abord, en renversant la bourgeoisie, de faire perdre aux paysans cette croyance, que seule la bourgeoisie peut régner ; et l'on n'y parviendra qu'en luttant non seulement contre la bourgeoisie, mais souvent aussi contre l'aristocratie des campagnes. Celui qui a étudié l'histoire de la révolution, non pas dans les livres de Kautsky, mais même d'après les sources bourgeoises réactionnaires, se rangera sans plus tarder à l'opinion de Ranke, lorsqu'il dit dans son histoire de la Révolution anglaise que les grandes choses doivent toujours être façonnées par une puissante volonté. Le rôle du terrorisme, de la violence au cours des révolutions a toujours consisté dans le fait que la *classe révolutionnaire, même aux heures tragiques du danger, n'a reculé devant rien pour imposer sa volonté et pour se maintenir en dépit de toutes les violences.*

La classe ouvrière n'acquerra cette volonté qu'après de longues expériences, de luttes nombreuses, qu'après des défaites et des victoires. Etant une classe qui a toujours été do-

dominée, issue d'une classe qui elle-même a toujours été placée sous le joug des autres, lors de la période historique précédant le capitalisme, dans les veines de laquelle court le sang de ceux qui, pendant des siècles, ont toujours obéi à la volonté d'autrui, elle ne possède *pas encore* aujourd'hui cette *volonté de fer* de prendre le pouvoir, que les junkers prussiens, par exemple, ainsi que la bourgeoisie anglaise ont développée à un si haut degré. Il faut donc lutter d'autant plus énergiquement contre tous les éléments qui, par leur hésitation et leur indécision, affaiblissent l'énergie et la rudesse de la classe ouvrière. La dictature avec le terrorisme n'est pas pour le prolétariat qui aspire à l'égalité de tous les hommes, un besoin du cœur, ni une tactique qu'il s'est choisie. Dès que la dictature sera à même de se passer du terrorisme, elle l'écartera. Au cours de la révolution socialiste, elle aura à rechercher s'il est possible de coopérer avec tels ou tels éléments de la classe bourgeoise, si l'on peut élargir le cercle de tous ceux qui peuvent jouir des mêmes droits, et si elle pourra saluer à sons de cloche et par des cris d'allégresse le jour où toutes les chaînes disparaîtront, où toute oppression n'existera plus sur la terre, où toute la honte de l'exploitation des hommes par d'autres hommes disparaîtra du monde et sera oubliée à jamais. Et ce jour où la société ne sera formée que de frères égaux et libres viendra d'autant plus rapidement que le cercle ira toujours s'élargissant des intellectuels bourgeois, qui comprennent que le pouvoir de la bourgeoisie est voué à la mort, et qu'il est de leur intérêt de se placer sans égard du côté de la vie future, qui combat pour son existence.

L'organisation de la vie nouvelle s'effectuera d'autant plus facilement, la lutte que les forces contre-révolutionnaires soutiendront contre elle sera d'autant plus difficile, la nécessité de recourir contre elles aux mesures de terreur sera d'autant moindre, que l'appui des masses ouvrières sera plus grand, surtout en ce qui concerne le travail de tête. Si le prolétariat suit une politique hésitante, il devra fatalement recourir davantage à la terreur. La politique du pro-

létariat sous ce rapport est tracée par la maxime des *charlistes*, qui déclarent notamment : *nous marchons vers le but que nous nous sommes assigné, pacifiquement si possible, mais en recourant à la violence, si nécessaire.* L'expérience que le prolétariat a faite au cours de l'histoire lui dit que la violence sera nécessaire. Il n'appartient qu'à la bourgeoisie de démentir ce pronostic.

Karl RADEK.

La République et le capital étranger

LE PROBLEME DES CONCESSIONS

L'économie politique de la Russie est subordonnée à la politique économique de l'Europe occidentale. D'ailleurs, avant la guerre, le commerce extérieur jouait un rôle prédominant.

Dans les dernières années qui ont précédé la guerre mondiale, près de 34 o/o des articles compliqués et des *Halbfabrikate* (matières demi-ouvrées) de la production métallurgique étaient importés de l'étranger. La situation était d'ailleurs identique dans tous les autres domaines de l'industrie.

L'assujettissement de la politique économique de la Russie à la politique économique de l'étranger n'était pas cependant uniquement la conséquence de la situation industrielle en Russie.

La Russie souffrait surtout du manque d'un capital national et offrait, en conséquence, un champ tout trouvé à l'importation du capital étranger. Le bassin du Donetz, district industriel le plus développé de la Russie, en était l'exemple le plus frappant, mais non le seul.

En 1869, John Hughes formait à Londres une société par actions ayant pour objet d'organiser la première entreprise

métallurgique dans le bassin du Donetz. De ce jour, la métallurgie du sud de la Russie, qui, entre temps, a pris une extension considérable, exerça continuellement une force attractive sur le capital étranger.

A l'époque de la révolution d'octobre, il n'existait pas une seule entreprise métallurgique dans le sud de la Russie qui ne disposât de capitaux étrangers. Sur 18 sociétés par actions, 16 étaient cotées aux Bourses de l'étranger. Quant aux actions des deux autres sociétés, les Bourses étrangères leur étaient fermées, mais le capital allemand n'en était pas moins le principal actionnaire. 13 sociétés, englobant plus des deux tiers de la production totale, sont des entreprises au capital presque exclusivement étranger. Dans six autres entreprises au capital mixte, c'est également le capital étranger qui domine.

Le capital étranger joue d'ailleurs un rôle identique dans l'industrie charbonnière du Donetz.

L'extraction totale du charbon a atteint en 1912, 806,78 millions de pouds. Les 25 sociétés qui travaillent presque exclusivement avec un capital étranger enregistrent à elles seules une production de 769,46 millions de pouds, c'est-à-dire 95,4 % de l'extraction totale du charbon.

D'autre part le capital étranger est engagé dans les sociétés par actions possédant les charbonnages et les usines (Hüttenwerke) et qui livrent 93,5 % de la production totale du coke en Russie. 78 % de la production totale des briquettes de la Russie méridionale échoient également à des entreprises travaillant presque exclusivement avec le capital étranger — dont le rôle est identique dans d'autres districts et autres branches de l'industrie. Le capital allemand possédait avant la guerre la majeure partie de toutes les entreprises électriques, une partie des chemins de fer, de nombreuses fabriques de produits chimiques, etc., etc.; pendant que le capital anglais avait mis la main sur la majorité des puits de naphte et sur une partie de l'industrie de l'or. D'après les évaluations de Neumark, l'Angleterre avait placé dans les entreprises russes et dans les emprunts 4 milliards 1/2 de roubles, et la France 17 milliards de francs.

Le marché russe offrait surtout un grand intérêt au point de vue des matières premières.

La Russie exportait en effet sur les marchés de l'Europe occidentale d'immenses quantités de blé, et de nombreux produits de l'agriculture et de l'élevage ainsi que du bois, du beurre, etc.

Il est évident, qu'après la guerre au cours de laquelle la Belgique, la Serbie, plusieurs départements français, etc., ont été dévastés, des quantités immenses de matières premières ne seront pas uniquement nécessaires au rétablissement de la politique économique de ces pays. Après la guerre, il faudra reconstruire ce qui a été dévasté et le besoin de matières premières se fera d'autant plus sentir que les dévastations auront été plus grandes.

Le besoin de bois que l'humanité éprouvera bientôt, et qu'elle commence d'ailleurs à sentir, contraindra inévitablement le capital de l'Europe occidentale à se mettre à la recherche de réserves de bois pour les marchés de l'Europe. Les forêts de la Russie du Nord jouiront en conséquence d'un privilège spécial dans toute l'Europe; il est donc naturel que le capital mondial se tourne tout d'abord vers elles.

L'exportation des bois avait d'ailleurs pris avant la guerre une forte extension. C'est ce dont on peut se rendre compte par le tableau suivant :

Années	Exportation du bois	Pourcentage de l'exportation du bois vis-à-vis de l'exportation totale de Russie.
1901-1905....	65,9 (millions roubles)	7,0 %
1906-1910....	116,4	9,6 %
1910.....	138,2	9,5 %
1911.....	142,4	9,0 %
1912.....	153,4	10,0 %
1913.....	164,9	15,8 %

L'exportation du bois avait justement avant la guerre augmenté dans des proportions beaucoup plus grandes que l'exportation totale de la Russie, et que celle d'autres mar-

chandises. A la déclaration de guerre, l'exportation des bois de Russie était supérieure à celle de toutes les autres marchandises, exception faite du blé. Il est intéressant de voir comment se répartissait notre exportation des bois pour les différents pays.

Pays	1901-05	1906-1910	1910	1911	1912	1913
Allemagne	40,5	38,7	33,9	33,2	33,8	32,3
Autriche-						
Hongrie	1,9	3,7	2,9	2,6	2,7	2,3
Belgique..	5,7	5,1	4,9	3,8	3,7	3,9
Gde-Bretag.	33,4	32,8	37,3	39,8	40,0	37,7
France....	3,6	4,7	5,1	4,1	3,9	4,9
Hollande..	12,4	12,7	13,3	12,1	11,7	16,2

Avant la guerre presque la moitié (45,6) de notre exportation par le poids, et plus de la moitié (51,4) par la valeur, se faisait avec les pays de l'Entente. Il est évident que le besoin des matériaux en bois après la guerre obligera les pays de l'Entente à augmenter encore ce pourcentage, d'autant plus que la Russie sous ce rapport dispose d'un monopole en Europe. (Les forêts de Suède et de Norvège étaient épuisées avant la guerre, et seule la Russie a conservé de grands approvisionnements de bois de qualité supérieure).

C'est d'ailleurs en se plaçant à un point de vue semblable que le capital de l'Europe occidentale jette les yeux sur les autres richesses naturelles de la Russie, qui jusqu'ici n'ont encore été exploitées que partiellement ou pas du tout.

La pénurie de minerais en Europe, le manque de certains articles de métal peuvent facilement disparaître par l'intensification de la production.

Nous possédons en outre toute une série de produits agricoles que nous ne songeons nullement à exporter, étant donné la situation présente, mais que nous pouvons envoyer dans les différents points de la Russie pour le ravitaillement de la population. Ces produits intéressaient également l'Europe. Le beurre par exemple était l'une des marchandises que l'on exploitait le plus.

En 1910, la Sibérie seule a exporté en effet 4.300.000

poids de beurre et 4.525.000 en 1912, dont 1 million 1/2 pour l'Angleterre.

L'économie politique de la Russie, qui est étroitement liée à l'économie politique de l'Europe Occidentale, aura plus besoin encore après la guerre et après la révolution des produits et du capital de l'Europe Occidentale ; en outre le capital étranger demandera plus que jamais à la Russie des matières premières, qui pour de nombreuses marchandises forment un monopole mondial. Bien que la Russie se trouve actuellement en guerre avec presque toutes les puissances capitalistes de l'Europe, bien que le capital mondial ait effectué le blocus économique de la Russie, nous pouvons déclarer avec certitude que cette situation ne saurait se prolonger longtemps, et que les deux parties seront contraintes d'ici peu, de renouer entre elles les relations économiques les plus étroites.

Le rétablissement de l'économie politique en Russie implique la nécessité pour elle de rompre à tout prix les chaînes qui la bloquent économiquement. Au cours de la guerre, la Russie n'est non seulement pas parvenue à amplifier sa production, mais au contraire celle-ci a diminué. En effet une grande partie des machines, des pièces de rechange, nous parvenaient de l'étranger et principalement de l'Allemagne. Depuis la guerre, le caractère de l'importation en Russie s'est modifié radicalement. Au lieu de machines et des objets nécessaires à l'économie du temps de paix, l'importation n'a accusé que des objets nécessaires à la guerre. La révolution de 1917 n'a d'ailleurs apporté aucune amélioration à cette situation. Après le bouleversement d'octobre, l'importation diminue peu à peu. La question du rétablissement de l'échange commercial avec l'étranger est donc de grosse importance pour l'économie politique de la Russie.

Deux moyens s'offrent au capital étranger pour résoudre la question des rapports économiques avec la Russie soviétique.

1^o La répression directe de la Révolution communiste en Russie, ce que le capital étranger a d'ailleurs cherché à faire,

dans la première phase de l'évolution révolutionnaire, lorsque des troupes japonaises, américaines, allemandes et anglaises furent envoyées contre la Russie. Cette première phase peut être aujourd'hui regardée comme terminée, car actuellement le gouvernement allemand impérialiste est lui-même absolument pris par la vague populaire révolutionnaire pendant que les puissances de l'Entente sont contraintes, sans avoir réussi en quoi que ce soit à écarter le communisme, d'évacuer peu à peu les territoires qu'elles occupaient. Aujourd'hui d'ailleurs Wilson et Lloyd George comprennent de plus en plus la nécessité d'arrêter les opérations militaires contre la Russie, en cherchant à orienter leurs efforts vers un accord avec le gouvernement bolchevique.

La bourgeoisie de l'Entente se rendant compte qu'il est impossible d'écarter rapidement le bolchevisme, cherchera inévitablement à s'engager dans une autre voie, c'est-à-dire qu'elle essaiera d'exploiter, même sous l'autorité des Bolcheviks et sous la dictature du prolétariat, les richesses naturelles de la Russie, dans l'espoir de retirer de grands bénéfices. Ceci implique naturellement la nécessité de conclure un arrangement précis avec le gouvernement communiste.

Les deux parties ne tarderont donc pas ainsi à conclure un commun accord pour mettre fin aux hostilités et renouer des relations amicales.

Nous savons, certes, que le capital étranger ne se rangera à cette solution, que si la république russe des Conseils lui offre des compensations suffisantes. Il ne peut admettre que le gouvernement soviétique « pour les beaux yeux du socialisme » ne reconnaisse pas les dettes contractées par la Russie vis-à-vis du capital étranger, refuse de payer les intérêts et nationalise les mines, les fabriques qui lui appartiennent.

Toute la question consiste donc à peser froidement les avantages qui s'offrent à nous, par la levée éventuelle du blocus économique, la fin des hostilités et la reprise des relations économiques internationales, sans lesquelles le règlement politique en Russie est extrêmement difficile.

Le capital étranger peut venir à nous de deux façons différentes, soit sous forme d'emprunts étrangers, soit sous forme de concessions.

En ce qui concerne les emprunts étrangers, étant donné l'instabilité actuelle de la situation internationale, il est impossible d'en espérer la réalisation, d'autant plus que dans les circonstances présentes, on peut à peine envisager l'acceptation des conditions que les capitalistes de l'Europe Occidentale et de l'Amérique proposeraient.

Quant aux concessions, on peut déclarer qu'elle semblent, dans la situation actuelle, pratiquement plus convenables et réalisables. En effet, l'intérêt que les puissances de l'Europe Occidentale ont apporté à la note de Tchitcherine, au sujet de l'admissibilité et de la possibilité de concessions, ainsi qu'à la proposition de concessions présentée par Borissow et de Hannewig prouvent suffisamment que cette voie est accessible.

Si l'on examine les projets de concessions qui tenteront les étrangers et que la république russe des Conseils peut accepter, semble-t-il, les plus intéressants sont ceux qui concernent nos forêts, nos richesses naturelles, nos chemins de fer et nos voies fluviales. Il ne faut pas perdre de vue, encore que ce soit un peu en dehors de la question, l'exploitation de notre culture cotonnière, qui est intimement liée à toute une série de travaux d'irrigation.

En ce qui concerne la concession à l'étranger de l'exploitation des forêts, l'Europe doit, non seulement prendre en considération l'intérêt qu'elle aurait à tirer le bois de notre république, mais ne pas oublier que notre pays prend, sous ce rapport, en Europe, une position tout à fait privilégiée. En effet, la dévastation de la Belgique et de neuf départements français, le ralentissement considérable de la construction pendant la guerre, vont rendre plus grandes encore les demandes de cette marchandise.

Les forêts en Russie comprennent une superficie colossale de 400 millions de déciatines (1 hectare 0925), dont 160 millions dans la Russie d'Europe, qui, elle-même, en possède 84 millions dans sa partie nord.

D'immenses forêts n'ont jamais été exploitées, d'autres n'ont pas même été explorées, par exemple, la moitié des forêts des gouvernements d'Archangelsk et de Wologda. Dans le gouvernement d'Archangelsk, sur les 43 millions de déciatines de forêts appartenant à l'Etat, 5 millions seulement sont exploitées et 1.800.000 seulement dans le gouvernement de Wologda dont la superficie boisée atteint 24 millions de déciatines. L'expression « exploitées » est d'ailleurs loin de signifier que ces forêts le soient au sens propre du mot.

Le tableau suivant, extrait des annales du département forestier, donne pour 1912 les chiffres concernant le rendement des forêts dans les différents districts.

DISTRICTS	superficie des forêts appartenant à l'Etat (en déciatines)		Revenus bruts en roubles		
	totalité	partie utile	Total	superficie totale	superficie utile
Russie d'Europe.	105.947.192	84.249.231	82.442.282	0.78	0.98
Russie d'Europe à l'exception des 5 gouvernements du Nord.	13.545.303	10.827.675	63.955.962	4.72	5.91
Les 5 gouvernements du Nord (Archangelsk sans le district forestier de Petschersk et de Mesensk-Wologda sans Petschersk-Wjatka-Olonetz et Perm.....)	70.769.659	57.835.564	18.428.195	0.26	0.32
Bassins du Dnieper et du Dniester	1.573.947	1.290.644	14.706.397	9.34	11.39
Pologne	614.872	561.936	8.280.133	13.47	14.74
Bassin du Niemen	795.658	666.060	8.238.857	9.97	10.83

Etant donné le revenu relativement médiocre de l'exploitation des forêts, leur mise en valeur et leur rapport étaient très inégaux. Alors que la superficie des forêts de l'Etat dans les bassins du Dnieper et du Dniester, en Pologne, et dans le bassin du Niemen, représente 2,5 % de la superficie de la Russie d'Europe, et que la partie utilisée ne comporte que 3 % des forêts, les revenus bruts de l'exploitation de ces forêts représentent cependant plus de 35 o/o du revenu global de l'exploitation des forêts de la Russie d'Europe. Dans les cinq gouvernements du Nord, le rendement des forêts exploitées était de 0,32 rouble par déciatine, alors qu'en Pologne il atteignait 14,74 roubles.

Dans tous les gouvernements de la Russie d'Europe on débitait en moyenne 27,8 *kubikfuss* (pieds cubes) par déciatine de superficie boisée en exploitation, chiffre, à vrai dire, insignifiant. Ceci s'explique d'ailleurs par la livraison presque nulle des gouvernements du Nord. Par contre, dans les bassins du Dnieper et du Dniester, le débit atteignait 241 *kubikfuss* par déciatine de forêt en exploitation.

Jusqu'à présent, notre industrie qui travaille le bois n'a pas su exploiter toutes les richesses de nos forêts, ou plutôt les a méconnues. En 1908, on comptait dans les gouvernements du Nord 164 scieries et ateliers de marquetterie (dont 53 dans le seul gouvernement de Pétersbourg); dans le district industriel central de la Russie 222 fabriques, et dans le gouvernement central, fertile en blé, 230. On comptait également 53 fabriques de *Baumöl* (huile d'arbre) et de cellulose, mais pas une seule dans le gouvernement d'Olonetz.

L'exploitation des forêts dans le territoire du Nord proprement dit, lequel, par suite de sa situation géographique, descend vers la mer Blanche, ne s'est nullement développée dans les gouvernements d'Archangelsk et de Wologda, mais par contre, elle s'est accrue dans les contrées qui s'étendent vers le golfe de Finlande et vers Pétersbourg. En 1911, la Russie a exporté par Archangelsk et les ports de la mer

Blanche 66 millions de kubikfuss de bois brut et de bois façonné, et 78 millions par Pétersbourg et Cronstadt.

Dans ces circonstances, on ne saurait donc craindre que la Russie des Soviets éprouvât un dommage quelconque en organisant, d'une façon rationnelle, l'exploitation forestière sous la direction du gouvernement, et en accordant des concessions à des étrangers.

D'après le projet de Hannervig et de Borissow, il s'agissait de concéder à l'étranger l'exploitation des forêts qui s'étendent principalement au nord-est de la Russie d'Europe, et qui couvrent une superficie de 8 millions de déciatines. Il existe également dans la même région du nord-est, dans le district qui s'étend vers Rama, et dans le gouvernement de Perm, d'immenses forêts à peine défrichées d'une superficie de 5 à 6 millions de déciatines. Dans le gouvernement de Perm notamment se trouvent les districts boisés de Nord-Kolvinsk, Poluchinsk, Weshanchinsk, etc., ainsi que de nombreux bois. Toute cette région offre un intérêt immense au capital étranger. Naturellement l'exploitation de ces forêts est étroitement liée à la construction de chemins de fer et de voies fluviales (Chemin de fer Ssoroki-Kotlas-Obj, et développement du canal Staro-Jekatérimenski).

Dans les circonstances actuelles, la République des Soviets n'est pas à même d'entreprendre la construction de grandes lignes de chemins de fer, attendu que son réseau de voies ferrées est absolument détérioré par l'usage, et que tous les rails qui viennent d'être construits ou le seront dans les années qui suivent ne peuvent que servir aux grandes lignes existant déjà ou à la construction de voies ferrées protégées pour améliorer le ravitaillement de la population et la situation de la Russie au point de vue économique.

D'ailleurs, la situation est la même en ce qui concerne le matériel roulant. La République russe ne pourra donc pas entreprendre la construction de voies ferrées grandes ou petites dans le nord de la Russie avant une dizaine d'années.

Il semble donc, dans ces circonstances, qu'il est, dans

l'intérêt de l'économie politique de la Russie, abstraction faite de la nécessité pour elle de rétablir les relations commerciales avec les puissances de l'Europe Occidentale et de l'Amérique, de conclure un accord spécial au sujet de la construction de chemins de fer et de voies fluviales, accord concédant aux capitalistes étrangers l'exploitation de nos forêts.

D'après les renseignements que nous possédons sur les négociations entamées avec les concessionnaires étrangers au sujet des propositions présentées par Hannevig et Borissow, il nous est permis de dire un mot des conditions dans lesquelles pourraient s'effectuer ces concessions. Celles-ci à l'inverse des concessions d'autrefois auront probablement un caractère mixte.

En ce qui concerne les chemins de fer et les canaux, les concessionnaires sont autorisés à exploiter les richesses des forêts et du sol qui auront été fixées d'une façon précise. Ces concessions ne peuvent être accordées qu'à la condition préalable de reconnaître, sans conteste possible, tous les décrets qui ont été ou seront dictés dans l'avenir par le gouvernement des Conseils. Les concessionnaires doivent observer rigoureusement toutes les lois soviétiques concernant le travail. L'entreprise des concessionnaires est soumise à un contrôle sévère du gouvernement soviétique, qui a le droit d'acheter cette entreprise à n'importe quel moment. L'exploitation des richesses des forêts et du sol n'est permise qu'après ou en même temps que la construction d'une voie ferrée s'effectue et que celle-ci est pourvue du matériel roulant. En cas de non observation des prescriptions qui régissent la construction des chemins de fer, ou en cas d'infraction à d'autres conditions imposées aux concessions, le droit de concession est enlevé aux concessionnaires au profit du fisc et sans dédommagement aucun. Les concessionnaires ont le droit d'exploiter les forêts et d'exporter le bois travaillé à l'étranger. Toutefois, la République des Conseils possède le privilège d'acheter tout le matériel destiné à l'exportation. Les concessionnaires paient au fisc par

arbre une certaine somme basée sur les prix du bois d'avant-guerre, majorés d'un pourcentage. Le gouvernement peut garantir aux entrepreneurs un certain taux sur le gain réalisé, ainsi que sur le capital des actions.

Les concessions de forêts et de chemins de fer doivent dépendre absolument l'une de l'autre, c'est-à-dire, doivent marcher de pair et être exploitées par la même Société. Quant à l'exploitation forestière, elle doit être effectuée suivant les plans élaborés par le gouvernement soviétique.

Le capital étranger acquiert ainsi une garantie certaine sur les bénéfices réalisés sur les entreprises. En même temps, la république des Conseils se trouve avantagée, non seulement par suite de la levée du blocus économique, mais par suite de la construction de nouvelles voies ferrées qui accèderont vers les districts où l'exploitation des forêts n'avait pu s'effectuer jusqu'ici, vu le manque complet de voies de communication.

La possibilité pour la Russie des Soviets d'obtenir pour elle-même, par voie préférentielle, tout le bois destiné à l'exportation donne ainsi à la question des concessions, au point de vue de l'exportation, un caractère particulièrement rassurant pour la Russie des Soviets, puisqu'elle dépend suffisamment du gouvernement lui-même.

Si l'on envisage les concessions de chemins de fer, il ne faut pas oublier que la République des Conseils a absolument besoin d'un réseau gigantesque de voies ferrées, dont les lignes suivantes seraient d'un intérêt particulier pour la Russie :

1° Un chemin de fer Moscou-Voronezh-Bassin du Donetz (viâ Rostow) et se prolongeant vers Mariupol et Taganrog; Sawolschskaja-Mantorowo-Kasanj-Buguljma.

2° Voie ferrée Upa-Perm.

3° Chemins de fer de l'Embins Kaja vers l'Amu-Daria (le trajet le plus court de Londres aux Indes).

4° Chemins de fer Koslow-Sswjatsi Krest ;

Bassin de Kusnetz-K-Tomsk-Krassnoufinsk-Kostroma ;

Bassin de Kusnetz-Magnitnaja-Insa.

5° Le chemin de fer de l'Oural : Sslawgorod-Ssmipalatinsk-Wernyi.

Il est impossible actuellement avec les moyens dont dispose la Russie de réajuster la construction de toutes ces voies ferrées : il faut ou bien en reporter à un avenir lointain la réalisation ou bien s'adresser au capital étranger.

La situation est identique en ce qui concerne le réseau de nos voies fluviales. Nous avons notamment fait ressortir assez souvent, au cours de l'histoire, la nécessité pour vous de construire les canaux de Riga-Glerson, Wolga-Don, Onega-Mer Blanche. La Russie des Soviets ne pourrait, dans un avenir prochain, effectuer qu'une partie infime de tous ces travaux.

Il est également d'une importance capitale pour la Russie des Conseils d'organiser rationnellement l'exploitation du pétrole et du coton, qui, actuellement, laisse tant à désirer. Mais le gouvernement soviétique, pour des questions d'argent, sera bientôt à peine en état d'aménager, à cet effet, les deux centres les plus importants pour nous, c'est-à-dire Tashkent et le Caucase. D'ailleurs, ces travaux ne sauraient être effectués que dans de lointaines années, à moins toujours de recourir au capital étranger.

Pour terminer, quelques mots sur notre programme du coton qui, au vrai sens du mot, constitue notre programme de travail. Le territoire que la Russie des Soviets peut consacrer à la culture du coton est le Turkestan, et les équipes qui ont été expédiées là-bas se consacrent exclusivement à ce travail. Dans cette région d'ailleurs s'étendent d'immenses plaines, tout le long de la frontière méridionale de la Russie, dans la direction de l'Afghanistan et vers la mer Caspienne, qui, si elles étaient irriguées, conviendraient au mieux à ces plantations de coton.

On a songé d'ailleurs depuis des temps immémoriaux à détourner le cours de l'Amu-Darja (depuis la mer d'Aral) vers la mer Caspienne. Ce projet reste toujours d'une importance capitale au point de vue international, attendu que

le point où l'on pourrait détourner le plus facilement le cours du fleuve se trouve dans l'Afghanistan, et que l'exécution de ces travaux dépend tout d'abord du consentement de l'Angleterre et de celui de plusieurs autres Etats.

Bref, tous les travaux dont l'exécution dépasse les ressources de la politique économique de la Russie montrent clairement qu'ils ne pourront être réalisés que si l'on fait appel au capital étranger. Mais là surgit un autre problème qui inquiète particulièrement la masse de la démocratie : les concessions aux étrangers ne provoqueront-elles pas l'asservissement de la Russie au capital étranger ? Et certains camarades ne manquent pas de signaler l'exemple de la Turquie et de la Perse.

Il semble à nos yeux que ces camarades n'ont pas étudié à fond, cette fois, la question de la situation internationale et de l'évolution au-devant de laquelle marche le monde entier. Si nous autres, communistes, avons été persuadés, dès le début, que la révolution russe communiste ne se maintiendra dans la Russie, pays particulièrement arriéré, ne se consolidera et ne triomphera que si la révolution communiste de l'Europe Occidentale ne tardait plus longtemps, à se réaliser nous avons aujourd'hui gardé la même opinion à ce sujet.

Si nous accordons des concessions aux entrepreneurs étrangers, nous ne nous faisons aucune illusion, c'est-à-dire que nous savons pertinemment que ces concessions ne seront pas éternelles, et que le prolétariat de l'Europe Occidentale, obligé de s'engager dans la voie tracée par la révolution socialiste, après avoir conquis le pouvoir dans tous les pays où la bourgeoisie a acquis ces concessions, finira lui-même par se les approprier. C'est alors que la forme actuelle des concessions prendra une toute autre forme de collaboration internationale et de rétribution internationale du travail. Le gouvernement des Conseils assumera la responsabilité des engagements qu'il a contractés avec les capitalistes étrangers, jusqu'au jour où tous les droits concessionnaires passeront entre les mains du prolétariat.

Si la bourgeoisie de tous les pays, qui ont acquis la possibilité d'exploiter les richesses naturelles de la Russie, parvient à réaliser des bénéfices formidables, tout ce gain formera les revenus de la population le jour où la situation politique aura été modifiée. Le gouvernement soviétique ne court donc aucun risque en accordant des concessions, par des conventions avec les concessionnaires, pour l'exploitation rationnelle des richesses naturelles du pays.

Par contre, la bourgeoisie dans l'Europe Occidentale et en Amérique se place à un tout autre point de vue. Elle est persuadée, en effet, que le pouvoir bolcheviste en Russie n'est que passager ; elle croit que l'évolution politique du monde se réalisera, non pas par le communisme, mais au contraire par la consolidation du régime bourgeois.

C'est d'ailleurs pourquoi il lui semble possible d'accepter des concessions dans la Russie socialiste, de conclure des accords avec le gouvernement de la république rouge, tant haïe par toute la bourgeoisie, qui n'aspire qu'à dévorer les bolcheviks le plus rapidement possible.

L'enjeu de la république russe des Conseils est, par suite, un enjeu pour le développement de la révolution socialiste. L'enjeu du capitalisme international est un enjeu pour le développement de la réaction internationale.

L'avenir immédiat nous indiquera quel est celui à qui l'histoire aura donné raison.

A. LOMOW.

Le Parti Socialiste Français

ET LA III^e INTERNATIONALE (1)

RAPPOPORT. — Camarades, que nous le voulions ou non, nous assistons à l'écroulement du vieux monde capitaliste et à la naissance du monde communiste. Permettez-moi, je vous prie, de maintenir le débat à une hauteur digne de vous et de la situation tragique que traverse l'humanité depuis la guerre.

Je limiterai mon discours, parce que le temps est mesuré, à trois points. Je parlerai d'abord du passé, c'est-à-dire de la deuxième Internationale. Nous sommes tous d'accord que c'est le passé.

Je parlerai ensuite de la situation révolutionnaire présente et j'expliquerai, en dernier lieu, pourquoi nous devons aller à la troisième Internationale, qui est l'avenir... (*Non, non.*) Deux raisons, dans l'Europe martyre, ont contribué à la mort prématurée de la deuxième Internationale. C'est d'abord le réformisme, et c'est ensuite le nationalisme. La deuxième Internationale avait avant tout une mission de recrutement des masses et, pour recruter, la deuxième Internationale a été obligée de s'adresser avant tout aux intérêts immédiats. Elle a fait le recrutement par millions sur le terrain syndical, sur le terrain électoral, en s'attribuant par la force des choses plutôt la quantité syndicale et électorale que la qualité socialiste et révolutionnaire.

On a parlé ici de millions de syndiqués. Oui, nous disons qu'il y a une Internationale ouvrière ; il y a même plus d'ouvriers malheureusement qu'il n'y a de socialistes.

Mais nous sommes ici pour discuter, non seulement les intérêts immédiats de la classe ouvrière comme classe ou-

(1) Discours prononcé au Congrès de Strasbourg. (Compte-rendu sténographique).

vière, mais ses intérêts généraux, c'est-à-dire son avenir qui est le socialisme.

Or, en partant du réformisme, l'Internationale se trouvait en contradiction permanente avec sa théorie. Nous étions à Amsterdam « le parti de la révolution », « le parti de la lutte des classes », anti-réformistes, anti-révisionnistes. Et cependant Bernstein, qui était réformiste de bonne foi, avait raison de dire : « Nous sommes avant tout un parti de réforme sociale ». Il a voulu tirer la conclusion de cette pratique constante de la deuxième Internationale, en déclarant que le socialisme n'est rien tandis que la réforme est tout. C'est Bernstein qui avait raison quant à la constatation de fait.

Le réformisme quotidien et constant a abouti à la participation au pouvoir pendant la guerre et avant la guerre, parce que la participation au pouvoir est la conclusion logique du réformisme systématique. Et nous en avons maintenant toute une floraison. La première Internationale était une pépinière de propagandistes, la deuxième Internationale, vous le savez tous, est devenue une pépinière d'Excellences, et vous savez à quoi sert le pouvoir. Il participe au massacre du prolétariat révolutionnaire. Voilà à quoi a abouti le réformisme pratiqué systématiquement par la « Deuxième ».

Le nationalisme socialiste a abouti à la participation pendant la guerre. Hier, mon ami Raymond Lefebvre a dit des choses utiles au sujet de la défense nationale. Je ne répéterai pas ce qu'il a dit, mais je déclare que la défense nationale fut la grande équivoque qui a perdu la deuxième Internationale. La « défense nationale » n'est qu'un aspect d'un problème plus vaste : la *propriété nationale* que les socialistes sont tenus de combattre au même titre que la propriété privée que nous ne combattions d'ailleurs qu'accidentellement et assez mollement...

Nous n'avons pas touché à la question de la propriété nationale. Pourtant, elle est la base même de la défense nationale. Ici, on n'est pas d'accord avec les historiens bourgeois dans leurs explications fantaisistes de l'histoire de l'hu-

manité qui ramènent l'origine des guerres à des accidents, tels que le nez de Cléopâtre ou la « gastrite de Louis XIV » ; nous savons que la guerre mondiale a toujours une base extrêmement solide et sérieuse : la lutte pour le partage du globe. Si l'Allemagne impérialiste a déclaré la guerre au monde, elle avait raison au point de vue impérialiste et capitaliste ; elle a fait ce calcul irréfutable :

La France a une natalité faible ; elle a un empire colonial qui dépasse 23 ou 24 fois l'étendue de la métropole ; l'Angleterre a un empire colonial qui dépasse 33 fois son territoire. La France a une population de 38 ou 39 millions d'habitants ; l'Angleterre a une population de 45 millions ; tandis que l'Allemagne, avec sa puissance formidable de développement économique et intellectuel, n'avait pas sa place au soleil, et elle avait le même nombre de kilomètres carrés de superficie. On a toujours considéré le monde comme un gâteau dont on se partage les morceaux avec le sang des hommes et dont les plus forts ont les plus grosses parts. Il est certain que si les puissances capitalistes pouvaient décrocher le soleil, elles auraient fait tuer des millions de prolétaires pour l'accaparement de cet astre. Mais, comme le soleil est indérochable, l'Allemagne s'est battue pour avoir sa place au soleil. Elle s'est battue pour le partage du globe, et les guerres continueront, et vous serez encore obligés de vous faire tuer pour un nouveau partage du gâteau terrestre, car nous pouvons être certains que ceux qui sont momentanément écartés du partage par la guerre reviendront à la charge.

Est-ce que vous allez faire renaître, pour une nouvelle guerre, cette comédie de défense nationale ? Est-ce que vous allez continuer — parce qu'on baptisera toujours de défense nationale la défense capitaliste et celle de la propriété privée du globe — est-ce que vous allez continuer cette farce sinistre ? Nous déclarons, pour notre part, que nous n'avons rien à perdre et que nous tâcherons, quelles que soient nos forces, de combattre la défense nationale, ou plus exactement la défense capitaliste. Nous ne défendrons plus ce qu'on appelle la patrie capitaliste ; mais nous défendrons

ce qu'on appelle, en employant un terme peut-être impropre, « la patrie Communiste ». (*Applaudissements à gauche*).

Je passe à la situation révolutionnaire actuelle. Tout à l'heure, le camarade Pressemane en a parlé avec son éloquence habituelle et avec force détails, et je me félicite que mon ami Pressemane n'ait pas pu prononcer son discours à la veille de la Révolution française de 1789. Il aurait pu démontrer par $a + b$ que la révolution de 1789 était dans l'impossibilité d'éclater. (*Applaudissements à gauche*.)

Camarades, nous avons un esprit tout autre ; nous connaissons toutes les difficultés des révolutions. Nous considérons comme un agent provocateur celui qui ne tiendra pas compte de la force réelle de la Société actuelle et des forces réelles des éléments révolutionnaires sans avoir le maximum de chances. Là-dessus, je suis complètement d'accord avec mon ami Lorient. Et non seulement je suis d'accord avec Lorient, mais je suis d'accord avec la pratique révolutionnaire russe. On connaît très peu la révolution russe. On croit que la révolution bolchéviste est sortie d'un seul coup à l'appel de Trotsky et de Lénine. On oublie qu'avant de faire la révolution, ils ont fait du « verbalisme révolutionnaire ».

Au lieu de faire du verbalisme réformiste, du verbalisme endormeur, ils ont fait de la propagande, de l'organisation révolutionnaire, en se servant — et de la presse, et des coopératives, et des syndicats, et, quand ils sont arrivés en Russie, ils n'ont eu qu'à profiter de la situation révolutionnaire qui existait alors dans le pays.

Oui, nous savons que la situation révolutionnaire ne suffit pas, et nous savons aussi qu'à la situation révolutionnaire doit correspondre un état d'esprit révolutionnaire. Et c'est pourquoi nous faisons de la propagande révolutionnaire, et que nous combattons la propagande contre-révolutionnaire que vous faites ici. (*Très bien ! à gauche*.)

Lorsque, comme Lénine, nous descendrons une pente rapide, et que nous aurons le pouvoir, nous ferons marcher les freins, nous aussi, comme Lénine, mais je trouve grotesque de freiner quand on est en train de monter la côte

(*applaudissements à gauche*), et qu'il faut pousser de toutes ses forces à la roue !

Pour savoir si nous sommes prêts pour une révolution ?

Quel est le critère ? Comment savoir si la Révolution est possible ou non ? Si vous ne procédez que par la méthode subjective, vous n'y arriverez jamais. La Révolution, c'est le phénomène le moins prévisible ou le plus imprévisible : nous n'avons même pas prévu la chute du Tigre ni la grève des cheminots, comment voulez-vous prévoir la Révolution ? (*Très bien!*)

Mais, pour savoir si la Révolution est possible ou non, il y a un critère objectif. Si les problèmes qui se placent devant la Société organisée sont insolubles, la Révolution est fatale, donc possible.

Que mon ami Pressemane et tous les autres me montrent qu'on peut résoudre la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons ; qu'on peut trouver 300 milliards pour combler le gouffre de la dette nationale. Qu'ils nous montrent que la production intensive dont nous avons besoin pour faire vivre l'humanité est possible, alors que les producteurs ne travaillent que pour les parasites, et non pour eux-mêmes. Vous ne résoudrez ni les problèmes financiers, ni les problèmes économiques, ni les problèmes internationaux autrement que par la Révolution Sociale. Vous cherchez la petite bête ; vous parlez de tel ou tel militant, et vous oubliez de regarder à l'horizon mondial, où se passent des choses graves.

Vous avez oublié que les bandits européens qui ont exploité le monde entier par la politique coloniale, sont maintenant à bout ; que c'est l'Asie qui se lève, que c'est l'Islam qui se lève, que demain ce sera la Chine, le Japon ; que l'Amérique a lâché l'Europe parce qu'elle a été dégoûtée de l'impérialisme européen, que l'Angleterre attaque l'impérialisme français. Les impérialistes sont toujours dégoûtés des impérialistes de l'autre côté de la frontière. Vous ne voyez donc pas qu'un monde nouveau est en train de naître.

Lénine, lui, n'est pas un homme d'état bourgeois ; c'est un homme d'Etat révolutionnaire et qui joue grand jeu.

Il a les yeux ouverts sur l'Asie, sur les Indes. Tandis que vous en étiez à courir auprès de vos petits hommes d'Etat, à espérer quelque chose de votre Société des Nations, cet avorton de la bourgeoisie, Lénine, lui, escomptait la Révolution allemande. Il ne s'est pas trompé. Il pouvait se tromper sur la date, mais non sur la direction. Il escomptait, il escompte encore la Révolution mondiale. Et, quand il s'agit pour nous de répondre à son appel, nous lui marchandons, je ne dis pas notre concours révolutionnaire... Il nous laisse faire, il ne nous demande pas la révolution, il est assez respectueux de notre autonomie dans la faiblesse... mais nous lui marchandons jusqu'à notre concours moral.

Ce qu'il a le droit de nous dire, c'est ceci : « Si vous ne nous donnez pas une Révolution, au moins, donnez-nous votre adhésion morale et politique : c'est le minimum ! » (*Applaudissements à gauche.*) Et vous voulez refuser aux Révolutionnaires Russes, ce minimum, alors qu'ils se font tuer par dizaines de milliers pour vous, pour la Révolution mondiale !

FROSSARD. — Tu permets un mot, Rappoport ? Ce que vient de dire le citoyen Rappoport nous met très à l'aise, mes amis et moi qui, dès le premier jour, avons défendu la révolution russe de la façon la plus complète. Seulement, j'en appelle du Rappoport d'aujourd'hui au Rappoport d'hier, et je demande au Congrès la permission de lui lire quelques lignes seulement :

« Lénine — écrivait Rappoport, le 24 janvier 1918, dans « le *Journal du Peuple* — Lénine vient, par un coup de « force, de renverser, non seulement la Constituante, mais « aussi et surtout sa propre doctrine : le programme socialiste international. La garde rouge de Lénine-Trotsky a « fusillé Karl Marx, dont les chefs du bolchevisme se réclament à chaque instant contre les opportunistes du militarisme. C'est la course folle à l'abîme. C'est du blanquisme à la sauce tartare ! (*Très bien!*) C'est le suicide de « la Révolution. On ne joue pas ainsi avec les lois fondamentales d'un pays libre... »

Et le citoyen Rappoport concluait :

« ... En chassant la Constituante, Lénine compromet son œuvre de paix, la seule qu'il aurait pu invoquer pour justifier sa dictature. Aucun gouvernement digne de ce nom ne voudrait négocier avec un homme qui se dresse contre la majorité de la nation. » (*Vifs applaudissements.*)

RAPPOPORT. — Oui, camarades, je n'ai pas varié sur les questions fondamentales de la tactique. Je l'ai déclaré dès le premier jour. Je ne suis pas d'accord sur certains points de tactique avec Lénine. Dès le premier jour, j'ai dit : « La Révolution de Lénine, c'est la Révolution Sociale. On a toujours le droit et le devoir de faire la Révolution, à une seule condition : c'est qu'on réussisse ! » (*Exclamations.*) J'étais inquiet, je l'avoue, j'étais inquiet pour la Révolution russe, comme l'ont été les 11 membres de son Comité Central, les hommes formidables qui gouvernent actuellement la Russie, les Zinovief, les Rykow, les Lounatcharsky. Ils ont donné avec éclat leur démission du Comité Central. Ils l'ont dit. Ils l'ont publié dans les journaux. Et si je voulais faire, mon ami Frossard, la bataille des petits papiers, j'aurais apporté ici la proclamation, encore plus violente que mon article, de Zinovief, le bras droit de Lénine, — parce que, ni Lénine, ni ses amis ne croyaient si bien jouer. Je dis, avec Liebknecht, qu'on a le droit de changer toutes les 24 heures la tactique si la situation révolutionnaire l'exige. Le crime et la sottise de certains, c'est de n'avoir pas changé. Et je considère comme un honneur de ma vie d'avoir mis mon amour-propre d'auteur au-dessous des intérêts de la révolution. (*Très bien! à gauche.*)

Mais, camarade Frossard, vous savez très bien que, en matière de tactique, ce qui n'était pas vrai en janvier 1918 peut être vrai en janvier 1919.

Je vous apporterai encore une nouvelle pièce d'accusation contre moi. Parfois, j'ai une certaine faiblesse pour les bons mots, mais comme je suis en France, c'est peut-être une faiblesse que vous m'avez donnée. Et je disais que la faute de Lénine, c'est de marcher à 300 à l'heure, et, en marchant à 300 à l'heure, il risque de s'écraser et d'écraser les passants. Mais qu'est-ce qui est arrivé avec la prolongation inat-

tendue de la guerre? Que nos adversaires ne marchaient pas à 300 à l'heure : ils marchaient vers l'abîme à 500 à l'heure ! Alors, Lénine est encore de 200 à l'heure plus sage. (*Bruit.*)

MAURIN. — Camarades, je voudrais dire à Rappoport... (*Bruit.*) Je voudrais dire à Rappoport... (*Bruit.*)

Une voix. — Continuez, Rappoport! (*Tumulte.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Rappoport.

RAPPOPORT. — On a parlé aujourd'hui du romantisme révolutionnaire, et l'on nous a prévenus contre les imprudences révolutionnaires. C'est avec ces discours que les David, que les Scheidemann ont opéré pendant toute la période de la deuxième Internationale. Je me rappelle que David, qui est un homme de tempérament, et qui armera peut-être demain des mitrailleuses — qui ne sont pas romantiques — contre les prolétaires, je me rappelle qu'à une réunion du Congrès de la Sozial-Démocratie, il disait à Rosa Luxembourg : « Comment ! Avec votre romantisme révolutionnaire, vous voulez dresser les mitrailleuses contre les prolétaires ? » Alors, Rosa Luxembourg répondit tranquillement : « Je n'ai pas peur des mitrailleuses ; je n'ai peur que de ceux qui les manient, mais quand ce seront nos hommes qui manieront les mitrailleuses, celles-ci deviendront intelligentes, — comme les baïonnettes ! ».

Et puis, vous nous demandez toujours de fixer la date de la Révolution ! Lénine ne l'a jamais indiquée. Il a combattu pour la Révolution sans jamais prêcher l'opportunisme, tout en nous prévenant contre les imprudences révolutionnaires, quand il s'est agi, par exemple, de la manifestation prématurée du 4 Juillet 1917. Mais ils se solidariseront avec la Révolution, comme Marx s'est solidarisé avec la Commune tout en la trouvant d'abord prématurée. Chaque tactique a une pente : La pente opportuniste mène au régime des Scheidemann et au ministérialisme, c'est-à-dire à la trahison. La pente révolutionnaire a des accidents, mais nous préférons tout de même les essais héroïques qui préparent un avenir plus large, au danger des déviations opportunistes qui finissent là où ont fini Scheidemann et Noske : dans la honteuse trahison. Croyez-moi, mieux vaut

finir en prison que dans un fauteuil de ministre, de ministre qui fait fusiller les ouvriers!

Camarades, nous ne sommes pas des aventuriers, nous ne sommes pas pour l'hervéisme ancienne manière, qui est à la révolution ce qu'est le dadaïsme à l'art.

Ce que nous voulons, c'est qu'on établisse, qu'on comprenne la situation catastrophique dans laquelle les classes dominantes ont lancé le monde. Et nous considérons comme un crime de lèse-révolution, comme un crime de lèse-prolétariat, de ne pas profiter des atouts que les classes ennemies nous ont mis dans la main!

Nous voulons, comme Lénine — et nullement comme Loucheur! être des profiteurs de la guerre: nous voulons profiter de la guerre pour écraser cette ignominieuse société qui a assassiné 15 millions d'hommes, et dépensé 200 milliards de plus que tout l'argent du monde entier.

J'aborde maintenant le dernier point de mon exposé. Pourquoi voulons-nous aller à la troisième Internationale? Mais, pour les mêmes raisons, camarades, pour lesquelles nous quittons la deuxième.

Nous quittons la deuxième, parce qu'elle était la contradiction permanente entre la théorie et l'action. Nous allons vers la Troisième, parce qu'elle représente l'unité de la théorie et de l'action révolutionnaire; parce que, non seulement Lénine a promis la socialisation, mais il a commencé à la faire; parce qu'il a mis la main sur les banques, sur les usines. On dit qu'il est opportuniste. Alors, je me demande pourquoi les opportunistes lui refusent les félicitations? Mais s'il est opportuniste, il est opportuniste pour la Révolution, — tandis que, souvent, nous sommes révolutionnaires au profit des opportunistes!

Lénine, à l'heure actuelle, emploie certains moyens qu'il est obligé d'employer: il entre en rapports avec les Etats comme les ouvriers entrent en rapports avec les patrons. Ce n'est pas pour se soumettre aux patrons, ce n'est pas pour se soumettre aux Etats: c'est pour les écraser ou pour en tirer le maximum des conditions d'existence.

On fait à Lénine des reproches contradictoires. Tantôt on

dit: Mais la Russie n'est pas capable de faire la Révolution; elle ne réalise pas les conditions économiques préalables. Et voilà que Pressemane vient de nous dire, au contraire, que la Russie pouvait faire la Révolution, parce qu'elle réunissait les conditions favorables à la réussite de cette entreprise, parce qu'elle avait contre elle une coalition. Mais jamais la Révolution n'aurait pu vaincre cette coalition formidable si elle n'avait pas de racines profondes dans le pays. Lénine a vaincu, non seulement parce que la situation de la Russie était inextricable, mais parce que la situation mondiale l'est également. Nous ne pouvons arriver, même à la vraie démocratie, autrement que par la dictature prolétarienne. Nous ne pouvons arriver à organiser la production autrement que par le Communisme. La Révolution Communiste seule peut résoudre les problèmes de la paix et les problèmes internationaux, les problèmes des rapports entre les peuples et les races de l'Univers tout entier.

La guerre mondiale a posé les problèmes de l'internationalisation. Même les puissances impérialistes ne peuvent pas, vous le savez très bien, résoudre certains problèmes d'ordre international sans le principe de l'internationalisation. Elles ne peuvent pas, par exemple, résoudre la question de l'Asie-Mineure sans poser un principe nouveau. Et, en commençant par l'internationalisation des routes mondiales, nous serons obligés d'entrer dans cette voie. Il y a, là aussi, un vaste terrain d'action.

Nos camarades élus peuvent, par exemple, demander à la Chambre l'abrogation de cette loi infâme, en vigueur dans tous les pays capitalistes, d'après laquelle un pays peut chasser de son sol un étranger, — comme un chien, parce que ce pays dit: « C'est ma terre! » La bourgeoisie capitaliste décadente n'est même pas arrivée à comprendre ce que disait Jean-Jacques Rousseau: « Celui qui pose une borne et qui dit: C'est à moi! est l'auteur de toutes les révolutions et de toutes les guerres! »

Nous voulons entrer dans une nouvelle voie. Vous avez oublié, camarades, que l'action réformistes de la deuxième

Internationale correspondait à l'état d'ascension capitaliste : qu'alors, toutes les forces capitalistes grandissaient, prospéraient, se développaient. Maintenant, le capitalisme est à sec ; il est à bout. Si la bourgeoisie était vraiment intelligente, elle nous aurait supplié à genoux de prendre le pouvoir, — parce qu'ainsi, nous aurions à notre disposition une caisse absolument vide, et nous danserions la Carmagnole devant un buffet également vide. Mais si nous ne prenons pas le pouvoir, ce sera encore pis, — parce qu'elle cassera le buffet lui-même. (*Applaudissements.*)

Camarades nous allons vers la Troisième Internationale, où nous servirons la Révolution. Je termine par cela, camarades : je n'ai pas épuisé mes 40 minutes.

Il y a une raison d'ordre pratique, et si vous voulez, d'ordre opportuniste, d'ordre d'actualité politique, qui doit vous pousser à aller vers la Troisième Internationale. Les puissances capitalistes, qui sont maintenant écrasées par la Révolution russe, (cela doit tout de même nous faire quelque chose...) Aujourd'hui, elles hésitent entre la paix et la guerre. En n'allant pas à la Troisième Internationale, vous les confirmez dans leurs hésitations et vous engagez implicitement les puissances capitalistes à ne pas conclure la paix avec la Russie révolutionnaire.

La Révolution viendra un jour ; on peut la retarder, on peut arrêter les militants, sous prétexte de menées bolchevistes, mais on n'arrêtera pas la Révolution. La situation actuelle — je l'ai dit, je le répète — n'a pas d'autre issue que celle-là..

Alors, me tournant vers amis reconstructeurs, je leur demande pour quelles raisons — s'ils sont d'accord avec nous comme ils le disent — pour quelles raisons ils échelonnent où ils ajournent leur voyage ? Mais, à votre place, camarades, du moment que vous êtes d'accord avec nous, au lieu de chercher à nous enlever des mandats par des moyens qui ne sont pas dignes de vous, par des moyens subalternes, — à votre place, je me considérerais comme battu et content. Nous luttons pour vous, vous dites : « Nous avons les

mêmes principes ». Alors, pourquoi nous accuser d'aller trop loin?...

RAPPOPORT. — Vous croyez que nous allons trop vite. Est-ce que, jusqu'ici, nous n'avons pas toujours été dépassés par les événements ? Je ne suis pas sûr que vous n'ayez pas oublié, au *Populaire*, d'avancer l'heure ! Soyons francs, entre nous ce n'est pas une question d'itinéraire et de voyage aller et retour : c'est une question de tactique. Tenez, nos voisins de droite applaudissent vos discours, à votre place, je me méfierais. Savez-vous pourquoi ils vous applaudissent ?

VERFEUIL. — Vous avez applaudi Renaudel ?

RAPPOPORT. — ... Parce que, comme vieux routiers de la deuxième Internationale ils savent que vous souffrez des mêmes contradictions, des mêmes flottements que la deuxième. Voilà pourquoi, dans votre résolution, il y a contradiction entre les paroles et les actes : vous voulez aller à Moscou et vous ne voulez pas le dire, — ou vous le dites et vous ne le faites pas ! Camarades...

MISTRAL. — Un mot, Rappoport, sur ce point précis ?

Plusieurs voix. — Non ! Non ! Rappoport !

LE PRÉSIDENT. — Il n'est pas possible de respecter le temps de parole si l'on fait jouer le temps des interruptions. Mistral, je vous demande de renoncer à votre tour de parole.

MISTRAL. — Rappoport parle de nos hésitations. Dans le fond, vous savez très bien quels sont nos sentiments à l'égard de la Révolution Russe. Alors que vous écriviez les articles qu'on rappelait tout à l'heure, avant même que vous écriviez cet article, nous sommes de ceux qui montions à la tribune de la Chambre pour interpeller le gouvernement en faveur de la Révolution russe. Nous n'avons pas cessé de nous solidariser, d'une façon entière pour ainsi dire, avec la Révolution russe, que nous regardons, dans son ensemble, comme un progrès considérable. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que la question se pose de réformer l'Internationale, la deuxième. Nous n'avons jamais éprouvé la moindre répugnance pour des éléments de la Troisième.

Nous avons fait appel à eux. Nous avons dit à tous ceux qui avaient déjà donné leur adhésion à l'Internationale, nous avons dit aux Bolchevistes eux-mêmes : « Venez avec nous ».

Une voix à gauche. — Mais ce n'est plus une question : c'est un discours.

MISTRAL. — Il est possible que, dans cette deuxième Internationale, se trouvent des éléments qui ont failli pendant la guerre et qu'il est nécessaire d'éliminer, tout au moins de la Direction. Mais si vous veniez avec nous, au lieu de n'être qu'une simple minorité, nous serions une majorité, et cette majorité pourrait faire la politique qui lui convient. On n'est pas venu, et aujourd'hui, nous vous disons : très bien, le rassemblement ne s'est pas fait, rompons les rangs pour faire le rassemblement sur un autre point. Vous nous déclarez, pour ce rassemblement... (*protestations à gauche — bruit*), vous nous déclarez : « Vous devez faire amende honorable, venir en acceptant des exclusions ». C'est pour cela que nous vous répondons : « Nous gardons notre sympathie à la Révolution Russe. Nous sommes prêts à collaborer, au sein de l'Internationale unique, avec tous les Socialistes de Russie, mais nous ne voulons pas faire une politique de mameluks, avoir les poings et les pieds liés ; aller nous prosterner devant des éléments qui, jusqu'à présent, nous ont repoussés et nous ont refusé leur confiance ». (*Applaudissements à droite.*)

RAPPOPORT. — Jamais Lénine n'a demandé de genuflexions. Un ancien a dit : On prouve le mouvement en marchant, on prouve également la Troisième Internationale en y allant.

Camarades, je veux simplement, en terminant, ajouter deux choses. Mon ami Pressemane a terminé par nous rappeler l'existence des paysans ; il a terminé aussi en constatant le petit nombre des cotisants au Parti Socialiste. Or, on a toujours fait la même objection à Lénine. Le parti de Lénine n'était pas le parti des paysans ; le parti des paysans était le Parti du Socialiste révolutionnaire. Néanmoins, Lé-

nine a été soutenu par les paysans en leur donnant la terre. Nous ferons la même chose avec les paysans d'ici...

Plusieurs voix. — Ils l'ont ! — Rappoport. — Pas assez !

RAPPOPORT. — Nous leur donnerons la terre, car le nombre des possédants est encore moins grand qu'en Russie. Les paysans n'ont pas empêché les Russes de combattre et de battre le régime capitaliste mondial.

Pressemane nous a dit en descendant de la tribune : gare aux emballements. Moi, je dis : Gare aux Soporifiques contre-révolutionnaires ! (*Applaudissements à gauche.*)

La Politique économique des Soviets

La politique économique du gouvernement soviétique se créait au cours d'une lutte incessante, le pays tout entier étant déclaré un vaste camp militaire, et les problèmes de la lutte étant au-dessus de tout le reste. La mise en pratique de cette politique exigeait une tension de forces formidable pour vaincre la résistance non seulement extérieure, mais aussi intérieure. Les attaques des contre-révolutionnaires entravaient tout autant la réalisation de cette politique que le sabotage ouvert et secret du personnel technique supérieur ; l'inertie et les préjugés étaient des ennemis contre lesquels on a dû mener une lutte difficile.

Note de la Rédaction. — Nous venons de recevoir du Bureau d'Information de la III^e Internationale communiste, siégeant à Péetrograd, un exposé synthétique de l'organisation et de la situation économique de la République communiste des Soviets. Nous le publions *in extenso*. Il est de nature à détruire bien des légendes et à ouvrir les yeux de ceux qui veulent et peuvent voir la réalité vraie et qui ont l'habitude de se former un jugement d'après les faits eux-mêmes.

Les organes soviétistes qui dirigent la vie économique sont basés sur les syndicats ouvriers professionnels. Du haut en bas l'appareil de direction est construit sur cette base.

A la tête de toute l'administration se trouve le Grand Conseil de l'Economie Nationale ; en province ce sont les Conseils de l'Economie Nationale locaux.

Toute l'activité du Grand Conseil de l'Economie Nationale est soumise à la direction d'un Bureau composé de 11 personnes. Le Grand Conseil de l'Economie Nationale est divisé, conformément aux branches de l'industrie : métallurgique, chimique, textile, électro-technique, etc., en 50 sections de production, à la tête desquelles se trouvent des Comités composés chacun de 3 à 7 personnes.

Le président du Grand Conseil de l'Economie Nationale et son remplaçant sont confirmés dans leur charge par le Comité Exécutif Central des Soviets de toute la Russie ; les membres du Bureau — par le Conseil des Commissaires du Peuple. Mais les candidatures avant leur confirmation sont habituellement soumises au Conseil général des syndicats de Russie.

Tous les comités des sections du Grand Conseil de l'Economie Nationale sont confirmés par le Bureau, mais seulement après une entente préalable avec le syndicat correspondant. Dans la composition de tous les comités et dans celle du Bureau, les ouvriers entrent en même temps que les spécialistes (ingénieurs, techniciens).

Les Conseils de l'Economie Nationale locaux sont les organes exécutifs du Grand Conseil de l'Economie Nationale et sont organisés sur les mêmes bases que ce dernier, tout en étant plus restreints.

Les différentes entreprises et les trusts d'Etat ont des directions d'usines et d'administrations composées chacune de 5 à 7 membres (ouvriers et spécialistes), mais elles ne sont sanctionnées par la section correspondante du Grand Conseil de l'Economie Nationale ou du Conseil local de l'Economie Nationale qu'après une entente préalable avec le syndicat correspondant.

Un grand nombre de spécialistes entrent dans les Comités

et dans les directions d'usines : il y a en tout jusqu'à 60 o/o de spécialistes et jusqu'à 40 o/o d'ouvriers.

Le Pouvoir Soviétiste remplaça ainsi l'appareil de direction capitaliste par l'appareil soviétiste qui poussa de profondes racines dans les moindres recoins de notre vie économique. Malgré les conditions difficiles extérieures et intérieures, cet appareil vient parfaitement à bout de sa tâche.

En résumé, de ces deux années de lutte, les moyens de production passèrent presque entièrement des mains des capitalistes et des propriétaires dans celles de la société personnifiée par les organes soviétistes.

La nationalisation des fabriques, des usines, des mines, etc. a été faite en commençant par les branches de l'industrie et par les entreprises les plus importantes.

Des renseignements mensongers ont été souvent répandus dans l'Europe Occidentale sur cette nationalisation qu'on disait avoir été faite sans aucun plan arrêté. Ce sont des mensonges sans fondement.

La nationalisation surtout, à partir de la seconde moitié de l'année 1918, se faisait d'après un plan déterminé enserrant les branches industrielles et les entreprises les plus importantes et indispensables pour l'organisation de l'Economie Nationale.

Quant aux « petits métiers » et aux coopératives, non seulement ils ne furent pas nationalisés, mais ils furent sauvegardés par des décrets et des dispositions spéciaux.

Le tableau ci-dessous donne une idée des proportions de la nationalisation faite au cours de ces deux dernières années :

<i>Nationalisation pendant les années 1918-1919</i>	
1. Entreprises	4.000
2. Bâtiments de la marine marchande	16.000
3. Propriétés privées	60.000.000 hectares
4. Toutes les banques de toutes les villes.	

Ces données sont quelque peu diminuées quant aux entreprises. 4.000 entreprises sont subordonnées au Grand Conseil de l'Economie Nationale, mais en province beaucoup

d'entreprises nationalisées, se trouvant sous la direction des organes locaux, n'entrent pas dans la statistique faite par les organes centraux.

On peut dire avec certitude que 90 o/o de l'industrie se trouve nationalisée.

Le Pouvoir Soviétiste reçut du capitalisme en héritage des entreprises isolées et dépourvues de liens entre elles.

Sa tâche, telle qu'on l'a indiquée plus haut, consistait à construire une organisation de l'économie nationale se basant sur des principes socialistes.

Il était indispensable d'organiser et de créer dans le domaine de l'industrie et dans celui de l'économie rurale des associations d'entreprises isolées, de les pourvoir de combustible et de matières premières et de construire leur appareil financier sur de nouveaux principes.

En résumant toutes les innovations introduites dans le domaine de l'économie nationale, au cours de ces deux années, nous avons le tableau suivant :

Il a été organisé :

I. Dans le domaine industriel

1. Trusts d'Etat	90
2. Directions d'usines	4.000
3. Appareils d'Etat pour l'approvisionnement du bois, du lin, de la laine, du chanvre, etc...	

II. Dans le domaine de l'économie rurale

1. Exploitations soviétistes	2.399
2. Communes rurales et associations..	5.961

De cette manière, l'industrie et l'économie agricole pendant ces deux années furent non seulement enserrées dans les cadres de direction des organes de la dictature prolétarienne, mais encore réorganisées intérieurement sous le rapport de la production. Une concentration de la production fut faite. Des trusts, comme celui de l'industrie électrotechnique, englobant toutes les entreprises sans exception qui luttaient entre elles et se faisaient une concurrence impitoyable avant la révolution d'octobre, ou comme le trust d'Etat de la

construction de machines enserrant 16 entreprises des plus importantes, présentent un résultat sans précédent sous le rapport économique.

Il en est ainsi pour les entreprises nationalisées de l'industrie textile, au nombre de plus de 500, divisées en associations différentes (40 associations), enserrant chacune plusieurs entreprises et dirigées par une « direction principale ».

Au point de vue de l'appareil financier, de l'approvisionnement, de l'enregistrement, de la réception des produits, etc., l'organisation de l'industrie en trusts d'Etat donna d'énormes avantages. Le règlement des comptes entre les entreprises nationalisées et leurs associations se fait seulement par la voie de la comptabilité et sans versements en espèces.

Grâce à ce système, la répartition du combustible et des matières premières se fait d'une façon plus égale et plus rationnelle. Si l'on considère la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvait la Russie Soviétiste durant ces deux dernières années par rapport au combustible, n'ayant à sa disposition que 10 o/o du charbon indispensable et n'ayant que 93 millions de pouds de naphte, au lieu des 400 millions nécessaires annuellement, on peut voir que la centralisation seule de la distribution et une certaine économie nous ont aidés à éviter une terrible crise du combustible. Pour ce qui est du ravitaillement en matières premières, il fut organisé d'une manière satisfaisante.

Dans le domaine agricole, l'organisation des exploitations soviétistes, dirigées par les organes soviétistes, donna la possibilité non seulement de sauvegarder la culture agricole, les grandes propriétés foncières, mais aussi permit au prolétariat industriel, pour la première fois, de prendre part aux travaux agricoles, créa également pour la première fois des liens solides entre l'industrie et l'exploitation agricole, entre la ville et la campagne.

Actuellement, près de 3 millions d'hectares se trouvent déjà entre les mains des exploitations soviétistes et des communes agricoles.

Revenant à la situation économique et aux résultats de

l'activité économique, nous devons indiquer en première ligne que cette situation, en résultat de notre activité, dépendait des modifications apportées par la guerre civile.

Le bassin du Don, l'Oural, le Caucase, ces sources principales de combustible et de matières premières — du charbon, de la naphte, de la fonte, du fer et de l'acier — passèrent de mains en mains. Pour un certain temps, elles retombèrent sous le pouvoir soviétiste, mais de nouveaux assauts des garde-blancs nous les enlevèrent encore, ruinant la production organisée et nous privant des réserves accumulées.

Comme résultat, le centre de la Russie Soviétiste devint notre base principale.

La perte du bassin du Don signifiait pour nous la perte de 80 o/o de tout notre charbon ; l'occupation de Bakou par les Anglais nous priva de la naphte ; l'occupation du Sud et de l'Oural — des métaux.

Il est facile de se représenter très clairement d'après cela les conditions difficiles dans lesquelles se développait notre vie économique.

Mais, en plus des conditions territoriales, notre situation économique fut influencée par le fait que nous dûmes à nouveau mobiliser notre industrie, l'employer pour les besoins de la guerre.

Voilà les conditions dans lesquelles s'est développée notre activité économique et dans lesquelles s'est réalisé notre programme.

(à suivre)

La lutte pour la Nationalisation

Nous venons d'assister à une manifestation ouvrière d'une extrême importance. Et, quelle que soit l'issue matérielle de cette manifestation, elle a donné du mouvement syndical une preuve de sa puissance.

Sans doute, les militants sortent de ce grand conflit légèrement fatigués et un peu désabusés ! C'est qu'à la vérité, les nerfs agissent plus fortement que la raison.

Au lendemain même de la cessation de la grève, je rencontrai un de ces camarades, membre du Comité directeur de la grève confédérale, je le trouvais las et amer ; je lui objectais qu'en dépit de son objet, le mouvement en soi m'avait profondément intéressé et, malgré tout enthousiasmé, et que sa signification et sa valeur morales apparaîtraient mieux avec un certain recul.

Ces jours derniers, à peu de distance, j'ai pu connaître l'état d'âme d'un « minoritaire » ; il était fait de colère et de ressentiment, et celui de majoritaires dont l'un était tout désarroi et dont l'autre était étonnement naïf de l'esprit répressif du capitalisme contre lequel il fallait retourner aux méthodes de lutte d'autrefois.

A chacun, je montrais que le mouvement avait été grand non pour ce qu'il avait donné — il ne pouvait rien donner — mais uniquement pour ce qu'il promettait : que les actions des masses acquerraient à chaque tentative de plus grandes possibilités. De cette tentative, il ressort qu'un unique mot d'ordre peut mettre debout un nombre toujours croissant de combattants. Les « grandes manœuvres » du prolétariat, ainsi que je les qualifiais jadis, en se succédant créent un entraînement fait d'une unité et d'une ampleur en incessant progrès.

Là et là seulement — et c'est de taille — réside le succès du mouvement et cela en dépit des meurtrissures personnelles. Je le disais à un désabusé qui fut défense nationale :

« Que sont les révocations et les renvois à côté des 1 million 500.000 morts de la guerre.



J'ai marqué plus haut que le mouvement, malgré son étendue, l'élan de certaines industries, ne pouvait rien donner. La nationalisation ne saurait constituer une plateforme judicieuse. Elle est, si je puis ainsi parler « trop ou trop peu » ; son objectif manque de concision, de netteté dans sa nécessité et ses conséquences.

Elle voudrait affaiblir le capitalisme alors qu'elle doit le fortifier dans sa puissance matérielle — je ne dis pas morale ; elle croit être une solution à un état de choses sans exemple, elle ne peut-être qu'un pis-aller sans efficacité et sans intérêt, elle est la stérilité quelle qu'en soit la forme et même, si elle portait une parcelle de solution, elle est « maigriotte », elle est, pour la situation présente, qu'on me passe ces expressions, ce qu'est pour un être en plein bouleversement organique un léger vomitif.

Ce qui me surprend et m'inquiète à la fois c'est que des techniciens croient à une telle solution, et ce serait à désespérer de tout si je n'avais foi en cette vérité humaine et sociale : la fonction crée l'organe, et en cette autre : le bistouri révolutionnaire seul peut détruire et créer.

La France est handicapée au point de vue économique. Nul ne le conteste, par suite de sa pratique industrielle, commerciale, de son malthusianisme technique, reposant sur le mauvais vouloir des uns, sur le routinisme de certains autres et sur le professionnalisme de beaucoup d'autres, de son malthusianisme humain provenant de l'avarice des uns et de l'égoïsme des autres.

Que peut faire contre ce monceau d'obstacles une nationalisation plus « sentimentale que rationnelle » ? Rien ou bien peu de choses. Ou plutôt elle fait du mal : mal « moral », mal « psychologique ».

Je n'incrimine personne.

Mais, puisqu'on invoque l'intérêt national de la France et que, pour elle, je ne suis pas un étranger, je dis aussitôt :

l'intérêt national exige mieux et davantage qu'une nationalisation qui, si elle changeait les personnes, ne changerait ni notre infériorité technique industrielle, ni nos conditions morales et psychologiques.

Et puis, la nationalisation n'est qu'une mesure administrative de gestion, elle n'est pas une mesure sociale. Du point de vue national, en l'état présent des choses, elle est une mesure financière néfaste ; elle est la solution d'une administration aux abois qui, si elle n'avait pris un aspect politique, serait la solution rêvée pour une bourgeoisie avisée.

Elle est, dis-je, une solution politique et non sociale, et c'est parce qu'elle n'est que cela qu'elle était impuissante à constituer une plateforme heureuse pour une action ouvrière.

J'avais fait part, après la grève des cheminots de février dernier, de cette conviction à un des auteurs du projet de nationalisation — un technicien — qui, dans sa méconnaissance des conditions nécessaires à un mouvement de masse attachait à la nationalisation une grande valeur sociale.

Peu de jours avant la grève, j'avais également fait part de cette conviction au secrétaire du Comité de grève des cheminots de 1910.

Et bien, avant la guerre, j'avais sur la nationalisation une opinion qui n'a pas varié. L'insuccès matériel du mouvement s'explique pour moi d'une lumineuse façon, et c'est pourquoi je le réitère, en dépit des meurtrissures : il m'est apparu comme une grande manifestation ouvrière.



Disons-le !

La France est dans un état économique meurtri, la nation — langage officiel — a besoin de l'effort de tous : capitalistes et prolétaires, unis, confondus, véritables croisés modernes en marche pour la régénération du pays.

Songons que la guerre pour le droit et la civilisation est devenue la guerre sociale tout court. Pour en arriver à

celle-ci, des millions d'hommes sont morts. Il ont donc été la dupe de la fiction patriotique ; pour la régénération du pays, les survivants vont-ils être dupes de la fiction nationale ?

Ce qui me chagrine, ce n'est pas la nationalisation en elle-même ! Je ne ferai rien pour en éviter l'application, pas plus d'ailleurs que pour l'obtenir.

Un fait domine.

Les jours passent et chacun d'eux apporte une pierre à la consolidation du capitalisme ; le temps est un grand auxiliaire et de cette vérité les capitalistes ont conscience.

Qu'on observe bien ! Je l'ai dit ailleurs et cela depuis un couple d'années. Le capitalisme est grandi par la puissance que lui a assuré la guerre ; il est fort par ses capitaux multipliés, par ses usines augmentées et agrandies, par son outillage développé, il est près d'atteindre une position qu'il n'a jamais connue.

S'incorporera-t-il le mouvement syndical ou celui-ci le vaincra-t-il. Attendons. Un seul point le menace : il vient du « soviétisme » formulé ici, réalisé en Russie.

V. GRIFFUELHES.

La Chronique Internationale

EN ITALIE

L'avènement de Giolitti qui a réussi à constituer enfin le bloc parlementaire bourgeois que Nitti n'était pas parvenu à parfaire, marque le commencement d'une crise qui pourrait être décisive dans la lutte des forces révolutionnaires contre les forces de conservation du régime capitaliste.

Le fait même que la bourgeoisie italienne ait dû recourir à Giolitti est déjà pour elle une défaite : on se rappelle de quelle façon la bourgeoisie nationaliste qui se croyait mûre pour de plus hautes destinées, maltraitait en 1915 Giolitti le neutraliste : il n'y avait pas d'injure, pas de malédiction assez forte pour lui. Cette bourgeoisie « nouvelle » n'a pas produit un seul homme capable d'affronter le problème de la liquidation de la guerre, et elle a dû enfin unanimement rappeler le vieux « renard » Giolitti, l'octogénaire qui a déjà été quatre fois chef de cabinet, qui s'est maintenu dix ans au pouvoir, qui excelle à louvoyer entre les écueils parlementaires et connaît tous les trucs du métier. Mais comme ces petites habiletés sont de peu de valeur en face des difficultés redoutables qui menacent l'existence même du régime.

En rappelant Giolitti, la bourgeoisie italienne joue sa dernière carte.

Quel est l'état des forces révolutionnaires qu'elle a en face d'elle ? Le P. S. avait pris une position très nette au Congrès de Bologne en octobre dernier, en déclarant que les institutions bourgeoises comme le Parlement ne pouvaient être les instruments de la libération du prolétariat, que celui-ci devait constituer ses propres organes et instaurer momentanément sa dictature.

Le grand succès des socialistes aux élections législatives a amené, comme il fallait s'y attendre, un ralentissement dans l'élan révolutionnaire. Beaucoup de candidats avaient adhéré au maximalisme par entraînement, par mode, parce que tout le monde était maximaliste après le Congrès de Bologne. Chez beaucoup d'entre eux ce maximalisme était purement verbal, comme on l'a vu par la suite. De plus, au Parlement, un groupe très nombreux influe nécessairement sur la vie parlementaire, fût-ce par son abstention ou son opposition systématiques qui peuvent faire le jeu d'autres groupes. Une fois au Parlement, beaucoup de députés se laissent nécessairement tenter par le désir d'exercer une action immédiate. Le groupe parlementaire a toujours ten-

dance à se constituer en force autonome ; ses leaders n'ont pas voulu comprendre ce que Cesare Alessandri expliquait avec tant de justesse, à savoir que c'est une faute capitale que d'immobiliser dans un parlement, qu'on déclare incapable de transformer le régime, 160 orateurs et propagandistes, alors qu'il y a dans le pays des régions entières où la propagande socialiste a à peine pénétré et qu'on se croit à la veille d'une révolution ! Alessandri et le vieux militant silicien Nicola Barbato ont été les seuls députés socialistes qui aient résisté constamment aux « appels à la discipline » de la direction du groupe. L'influence du groupe parlementaire paraît moindre aujourd'hui qu'elle n'était pendant la guerre, alors qu'il était beaucoup moins nombreux, mais avait sa raison d'être, la tribune parlementaire servant alors à s'adresser au peuple plus librement que par la voix de la presse soumise à une censure très rigoureuse.

Sans se déclarer ouvertement pour une collaboration avec les partis les plus avancés de la bourgeoisie, l'aile droite du parti (Turati, Trèves Ciccotti, etc.), qui estime que le prolétariat n'est pas encore mûr pour reprendre la gestion sociale et veut laisser la bourgeoisie aux prises avec les difficultés de l'heure présente, préconise une sorte de collaborationnisme masqué, sans la responsabilité du pouvoir. Il y a visiblement dans cette fraction un manque de foi révolutionnaire.

Le parti est alourdi par sa collaboration avec la Confédération Générale du Travail qui, déjà avant la guerre, était moins socialiste et plus réformiste que lui, ce qui est dans la nature des choses. Leur situation réciproque n'est pas identique à ce qu'elle est ici, même relativement. Bien entendu P. S. et C.G.T. sont l'un et l'autre beaucoup plus avancés qu'ils ne sont en France. Mais la C.G.T. italienne ne comprend pas les éléments les plus avancés du mouvement syndical, qui sont groupés dans l'*Union Syndicale italienne*, dont Borghi est le secrétaire et qui a des tendances anarchisantes.

L'entente du P.S. et de la C.G.T. s'est complétée récemment par une entente avec la *Ligue des Coopératives* qui, dans son dernier Congrès à Rome a déclaré vouloir collaborer avec les socialistes à la transformation de la Société. Cette collaboration pourrait être d'une grande utilité au point de vue de la gestion de la production et surtout du ravitaillement de la population en période révolutionnaire. Dans la Ligue des Coopératives, ce sont de nouveau les éléments modérés du socialisme qui prédominent.

Les communistes-anarchistes ont toujours en en Italie une certaine importance dans le mouvement socialiste. Il semblait qu'ils l'eussent perdue pendant la guerre, parce que leur presse avait presque complètement disparu et que le P.S. s'était mis de façon

très décidée à la tête de l'opposition. Ils l'ont regagnée et accrue depuis le retour de Malatesta, dont la popularité est immense : le peuple sent que cet homme qui a donné sa vie entière à la cause de la rédemption sociale des travailleurs sans jamais chercher de profit personnel, sans poursuivre de but ambitieux, est supérieur moralement à tous les politiciens ; sa bonté, sa simplicité, sa droiture le font aimer profondément, ce qui prouve que le peuple est plus sensible à la vertu que la bourgeoisie.

Malatesta qui, grâce aux souscriptions volontaires de tous ceux qui partagent ses opinions, est parvenu à publier un quotidien, *Umanita nova*, préconise l'union de toutes les forces révolutionnaires pour le renversement du régime capitaliste, donc l'alliance avec tous les socialistes qui ont voté la motion de Bologne, chaque fraction communiste conservant du reste ses idées propres.

Mais la grande question est l'organisation des forces ouvrières et la tactique à suivre dans la lutte. Pour l'organisation on sent la nécessité d'organes nouveaux : conseils de fabriques, conseils des paysans qui engloberont tout le prolétariat et entraîneront dans les cadres ceux qui n'étaient pas organisés jusqu'ici ; conseils économiques destinés à préparer la nouvelle gestion sociale. On discute vivement au sujet des attributions de ces nouveaux organismes et de leurs rapports avec les anciens organes de résistance, les syndicats. C'est à Turin surtout que le mouvement pour la constitution des conseils de fabrique et la prise par eux de la gestion des industries s'est fortement développé, notamment sous l'influence du groupe massé autour de la très intéressante revue l'*Ordine nuovo* : il a donné lieu à la grande grève industrielle récente qui a eu pour centre la question des attributions des délégués d'ateliers et s'est terminée par un échec qui a rendu un peu de courage à la bourgeoisie.

La tactique des luttes ouvrières est aussi l'objet de discussions importantes et tend à un renouvellement. Cette tactique avait jusqu'ici un caractère défensif ; elle prend peu à peu un caractère offensif correspondant à la période d'attaque. On vise à la reprise de la gestion sociale ; les mouvements paysans de reprise de terres incultes appartenant à de grands propriétaires deviennent de plus en plus fréquents, car l'Italie possède un prolétariat agricole nombreux et actif. Dans l'industrie et les services publics on tend de plus en plus à adopter la grève blanche, comme on l'a fait tout récemment encore dans la grève des cheminots de la région de Crémone et de Milan, grève déterminée par une raison d'intérêt prolétarien international : refus de transporter des munitions destinées à soutenir la réaction en Europe contre la Russie des Soviets. Au lieu de quitter les ateliers ou les gares, les ouvriers restent à leur poste, mais cessent de travailler ; ils font l'obstruction et se tiennent prêts à repren-

dre le travail pour leur compte ou pour le compte de la communauté si les circonstances s'y prêtent ; ils ne vont plus dans la rue s'exposer à être massacrés en masse.

L'attitude qu'auront les soldats dans un mouvement révolutionnaire est naturellement l'objet de grandes préoccupations : il y a certes parmi eux des éléments susceptibles d'être entraînés par des aventuriers du genre de d'Annunzio, ou d'un genre plus dangereux, et de servir ainsi la réaction, mais il semble bien que la majorité soit d'un autre esprit et sente sa solidarité avec le peuple, comme le prouvent certains épisodes des mouvements récents. La bourgeoisie ne peut plus guère compter sur la passivité des soldats et elle sait qu'elle ne parviendrait plus à les entraîner en ce moment dans une guerre.

J. MESNIL.

EN POLOGNE

C'est avec une attention soutenue que le prolétariat international suit la lutte entre la Russie Soviétiste et les gardes blanches de Pologne.

Tandis que les fronts « blancs » de la réaction polonaise sont soutenus par l'or des banques londoniennes et parisiennes et par les cabinets noirs de tous les conjurés contre-révolutionnaires, — les regards et les sympathies du prolétariat international se tournent vers le front *rouge* où combattent les masses révolutionnaires.

L'avant-garde ouvrière de la Pologne ainsi que celle des autres pays, comprenant bien que se joue là-bas, aux frontières, avec le destin de la révolution russe le sort de la révolution internationale, apportent par des actes et des paroles leur aide et leur concours.

Et au moment même où la Pologne militariste se trouve au bord du gouffre et où tous les podromes de la révolution apparaissent on ne peut plus clairement, à ce moment, dis-je, le Parti Socialiste Polonais (P.P.S.) convoque ses membres en Assemblée, à Varsovie. Les promoteurs de ce Congrès, avec un humour involontaire, brandissent leur « knout » démagogique tantôt à droite, tantôt à gauche, en menaçant tour à tour la bourgeoisie et la classe ouvrière.

« ... La révolution en Russie apporta comme conséquence logique une révision de programme ; mais cette révision, loin de rejeter l'idée de l'indépendance, l'appuya, au contraire, par de nouvelles raisons, dans le sens de nos tendances et de nos principes... » Voilà ce qu'avance le « Robotnik » (*l'Ouvrier*), l'organe du P.P.S.

La révision du programme (dans des fastes du P.P.S. on en connaît plusieurs) fut cette fois nécessaire pour bien asseoir « les principes et les problèmes » de la lutte politique de ce parti, de même que pour tracer une tactique nouvelle.

Mais c'est en vain que l'on chercherait à ce Congrès des débats, pourtant urgents et combien utiles, sur la situation économique et financière sans issue de la jeune Pologne, sur les intérêts contradictoires des différentes parties de l'Etat polonais cousu et collé artificiellement, — bref, sur les causes qui augmentent encore l'anarchie de l'appareil économique du pays.

C'est en vain, également, que nous attendrions de cette assemblée socialiste et de ses grands chefs un travail sérieux et intense pour préparer les masses ouvrières polonaises à l'action révolutionnaire, pourtant si proche, contre la Pologne bourgeoise pourrissante et blême.

Bien au contraire, le leader Perl, dans son discours au Congrès dit que « nous ne pouvons guère compter sur une révolution dans un avenir rapproché, et partant sur des changements dans la situation intérieure. Nous avons affaire au mécontentement des grandes masses, mais cela ne peut pas encore amener la chute du régime des gouvernements bourgeois ».

N'espérez pas entendre à ce Congrès une protestation — qui s'impose pourtant à ces sortes d'assemblées — protestation contre l'aventure militaire de l'irresponsable clique polonaise son chef Pilsudski en tête et contre cette agression perfide que subit aujourd'hui l'Ukraine et la Russie soviétiste.

Bien mieux ! Daszynski et d'autres « as » croient dur comme fer que « Pilsudski, qui est de la famille des Garibaldi et non pas des Ludendorff, a une grande idée politique et des sentiments franchement démocratiques à l'égard des peuples des pays limitrophes »...

... « Ce fut comme tel, disent-ils encore, que nous le salvâmes à son retour de Kieff ». (« Robotnik », 21 mai.)

Au Congrès nous avons trouvé un aventurier social-patriote devant un travail ardu auprès d'un programme « placé sur une base solide et comportant des éléments tout nouveaux de la vie, programme qui ne doit à aucun prix faire dévier l'idée socialiste ni la faire s'essayer à des « sauts-mortels » à la mode bolchevique ».

Et voici qu'à l'ordre du jour du Congrès se posent impérieusement deux problèmes : celui de la paix avec la Russie et celui de la participation au gouvernement réactionnaire des députés socialistes.

L'Etat-major du P.P.S. entreprend une vaste campagne pour la paix, et paraît tout prêt de la défendre « mordicus » jusqu'au

moment décisif où il arrivera à conquérir de haute lutte... les portefeuilles ministériels. « Nous passons un moment fort critique, et il se peut qu'une situation advenue où il nous sera de toute nécessité d'appuyer nos exigences par une participation au gouvernement... »

« ... Ce n'est qu'un cabinet de coalition (avec les sociaux-nationalistes !) qui pourrait réaliser une tâche aussi grande et aussi difficile que l'est actuellement la conclusion de la paix ». Et le leader Hecker de s'écrier : « Une place dans le gouvernement nous est due de plein droit, et ce ne serait nullement une grâce de la part de la bourgeoisie. » (« Robotnik »).

Pour la solution du « grand problème » de la paix avec la Russie prolétarienne semble-t-il, les social-patriotes polonais réclament non l'action des masses affamées et souffrantes, mais la participation au gouvernement de la Pologne bourgeoise qui sert aujourd'hui d'avant-poste à toute la contre-révolution européenne.

La « politique de paix » du P.P.S. dérive, comme conséquence logique, de sa politique de guerre que le Parti poursuivait dès la fondation de la République Polonaise indépendante.

Le Parti Socialiste Polonais qui cultive soigneusement dans son programme l'idéal de la reconstruction de la « Pologne historique, allant de la mer à la mer », — est pénétré tout entier de l'idéologie impérialiste. Il apparaît même, constamment, comme une manière de fidèle tirailleur de la politique guerrière et annexionniste de la bourgeoisie régnante. Dans sa presse, toujours soumise à des instincts nationalistes, il n'a jamais cessé d'exprimer un chauvinisme farouche, dirigé contre la Russie Soviétiste, contre l'Allemagne et contre les Tchèques. Tous les mensonges les plus éhontés, toutes les calomnies infâmes sur la République des Soviets étaient aussitôt saisis au vol et utilisés par la presse sociale-patriote (le « Robotnik » et le « Naprzod ». Le 21 juin, jour de la protestation du prolétariat international contre la guerre avec la Russie soviétiste, le P.P.S. organise une contre-manifestation pour flétrir « l'impérialisme de Lénine et de Trotzki ». Et lorsque la camarilla guerrière avec son chef Pilsudski entreprend une expédition militaire contre la Russie et l'Ukraine soviétistes, les sociaux-patriotes se mettent à aimer — subitement, en vrai coup de foudre, le peuple ukrainien. Avec des façons bien cavalières et avec une hypocrisie rare, M. Daszynski et tutti quanti commencent alors à parler et du « sentiment de justice » de la Pologne et de son désintéressement et de « l'union fraternelle » avec l'Ukraine, — voulant masquer par cette phraséologie le caractère impérialiste et contre-révolutionnaire de l'offensive polonaise. « La Pologne

ne convoite aucunement les contrées gagnées sur les Russes dans cette guerre, au prix du sang polonais. La Pologne reconstituée ne demande pas autre chose que de conquérir l'amitié du peuple ukrainien libéré et de conclure une alliance avec lui » (« Naprzod », n° 104).

Les masses ouvrières de la Galicie Orientale serrées comme dans un étau par la noblesse polonaise, par le clergé, par la soldatesque polonaise et par les gendarmes polonais ; une exploitation sans vergogne liée à un régime dispendieux et barbare dans les pays conquis lors de la dernière offensive — voilà comment se manifeste « l'amitié » et « l'amour » dont, parlent les journaux socialistes-nationalistes !

Un des fondateurs du Parti socialiste Polonais actuel, Pilsudski, au temps où il préparait sa dernière offensive dit dans un de ses discours, — et ceci, sans doute pour démontrer le sentiment de « liberté » de la Pologne guerroyante : « Il y a un grand danger dans la cessation des hostilités, danger d'une nature spirituelle : le mot « Paix » démoralise et affaiblit, le mot « Paix » désarme moralement. La paix ne doit apparaître que comme résultant de la réalisation d'un nouveau programme dans les problèmes orientaux. Il ne faut pas s'enfermer dans les limites d'un particularisme étroit. Nous devons atteindre d'un côté la mer Baltique et de l'autre Le Caucase ».

Quant à la politique intérieure du P.P.S. — ce parti, outre qu'il aida à arrêter momentanément le développement de la révolution, en disloquant l'organisation du Prolétariat et son dernier rempart contre la réaction, le Conseil des Délégués Ouvriers, mais aussi, en prêtant la main à la persécution des communistes polonais, paralysa toute manifestation de l'activité révolutionnaire des masses.

Le P.P.S. de MM. Daszynski, Diamant et consorts, ne fait pas que trahir les intérêts du mouvement ouvrier, il sert en outre de puissance réelle sur laquelle s'appuient les éléments réactionnaires tels la Diète, Pilsudski, etc., — puissance qui, en obscurcissant la conscience des masses, créa à la Pologne réactionnaire des possibilités d'existence.

Chaque fois que les masses ouvrières polonaises allaient se diriger sur les voies de la lutte révolutionnaire, le P.P.S. déployait son drapeau nationaliste et bourgeois et appelait le paysan et l'ouvrier polonais pour prendre part aux aventures militaires et aux combats acharnés contre la Russie soviétiste.

Quelles sont donc les raisons de cette campagne de paix dans la presse et au Congrès du Parti Socialiste Polonais ?

En vérité, ce n'est que la défaite et que la terreur panique de la garde blanche polonaise devant l'armée rouge, ce n'est que

la débâcle militaire entraînant la chute fatale de la bourgeoisie régnante et du P.P.S. son acolyte ; — ce n'est que tout cela qui force Daszynski et toute la compagnie démagogique des Falstaff social-patriotes au changement de front politique.

Décidément, après le désastre, le conflit polono-russe entre dans une phase nouvelle, et dans une phase nouvelle entre également la tactique du P.P.S. L'impérialisme polonais essuie une défaite de plus et sa diplomatie polonaise accompagnée des banqueroutiers socialistes, se met à balbutier des sons à peine articulés sur la paix ; — ceci pour sauver à la fois la « Pologne historique » et les faibles restes de leur propre influence sur les masses obscures et inconscientes.

On commence à spéculer sur la paix ; on mise sur le socialisme.

Avec les temps nouveaux, les chansons nouvelles : paroles et musique. A la place d'une marche guerrière entonnée en chœur, et pendant que l'on vise droit à la tête les bolcheviks, les social-patriotes commencent à chanter « Le Drapeau Rouge », et « l'Internationale ». Au lieu du refrain : « La guerre jusqu'à la victoire complète » avec la Moscovie communiste, le P.P.S. inscrit aujourd'hui sur son drapeau un autre mot d'ordre, oublié depuis quelque temps : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

On ne se tourne plus vers Londres et Paris aurifères ! Après avoir quitté la chatoyante robe nationaliste, l'état-major du P.P.S. se revêt d'une blouse de prolétaire international et envoie ses émissaires vers les socialistes européens, au Labour Party, au Parti Soc. Français (lettre du député Daszynski). Simultanément avec de belles phrases sur la paix et la déclamation pathétique récitée à Paris et à Londres, — Daszynski, Liebermann, Perl et autres, cette fois-ci sans trémolo déclamatoire mais posément comme on parle affaires, conduisent les débats à la Diète : sur les portefeuilles ministériels, sur la préparation de la guerre avec les Tchèques, sur la possession de la Silésie. En même temps au Congrès, on pouvait entendre des exclamations farouches : Nous ne renoncerons jamais à la Silésie ! » ; « La lutte pour la libération de nos terres dans la Silésie de Teschen et dans la Haute-Silésie est nécessaire et inéluctable ; même une guerre serait ici juste et bonne ». (« Robotnik » 25 mai). Daszynski déclare que « l'assertion que ce sont les junkers et les spoliateurs qui dirigent actuellement la Pologne n'est qu'un nouveau mensonge allemand aussi infâme que les autres, car c'est le peuple polonais qui y règne souverainement » (!!!) (Brochure de Daszynski sur le prébiscite en Silésie.)

Toute la politique du P.P.S. c'est la politique des compromis, au jour le jour et selon les cas. S'il est nécessaire, pour la com-

modité présente et immédiate, le P.P.S. marche avec l'Entente, avec la Diète, avec le gouvernement contre les masses révolutionnaires, contre les communistes, contre les prolétaires qui luttent. Dans une autre conjoncture et toujours pour la commodité, on se sert du socialisme. Si cela convient — on en fait un épouvantail pour la bourgeoisie, et si cela convient mieux encore, on se ligue avec elle, contre les ouvriers. Et en dernier ressort, si l'affaire paraît commode et utile, on fait partie d'un ministère, pour étouffer le mouvement ouvrier.

Que reste-t-il donc chez ces social-patriotes polonais de la doctrine socialiste ?

Absolument rien, sauf, peut-être, quelques vieux oripeaux, pour orner cette antique étable à ruminants qui s'appelle « la construction démocratique. »

La Révolution en Pologne s'élabore dans les souffrances sans noms des masses paysannes et ouvrières ; elle s'élabore à côté de la faillite complète du Parti Socialiste Polonais.

NUNTIIUS.

EN ANGLETERRE

Le 20^e Congrès annuel du *British Labour Party* se réunit le 22 juin à Scarborough ; nous connaissons son ordre du jour. On ne peut guère mettre en doute que la nature des résolutions qui y seront discutées et qui émanent presque toutes des sections locales du travail, dénotent, de la part des ouvriers organisés de la Grande-Bretagne, un puissant mouvement vers la gauche, qu'aucun homme politique ne peut méconnaître, quelle que soit la place qu'il occupe.

Ceci ne signifie pas, bien entendu, que nous ignorions l'influence de la lutte de classe ou que nous attendions de la bourgeoisie ou de ses représentants qu'ils abandonnent tout à coup leur opposition aux revendications du travail. Bien au contraire ce mouvement aura très probablement pour résultat de renforcer leur résistance. Mais ceux qui ont compris la conception marxiste du progrès social verront d'un bon œil l'accentuation des antagonismes de classe, condition préalable nécessaire pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Naturellement aucun de ceux qui connaissent tant soit peu l'histoire du *British Labour Party* n'attendra de cet organisme, jusqu'ici éminemment conservateur, qu'il adopte l'idée de la dictature prolétarienne.

La majorité des trade-unionistes anglais est vraisemblablement trop empêtrée par ses méthodes bourgeoises et arriérées de penser pour cela. Elle reste encore trop attachée, comme Kautsky,

à l'idéal de la démocratie bourgeoise. Enfin la majorité est encore probablement composée de constitutionnalistes qui haïssent, au moins en théorie, toute violence — sauf quand la violence est commandée par la classe régnante.

Il est pourtant évident que les événements poussent même le *Labour Party* vers la gauche et le B.S.P. (1), en vertu de sa position d'aile gauche du *Labour Party*, propose sans réticences, l'adhésion du *Labour Party* à la III^e Internationale.

Le B. S. P. reste seul à cet égard, bien que le *Hampstead Labour Party* ait proposé au *Labour Party* de sortir de la II^e Internationale. Le seul amendement proposé est que le B. S. P., indiqué plus haut comme disposé à faire un pas de plus, adhère à la III^e de sorte qu'il semble qu'en réalité la II^e Internationale se trouvera bientôt entièrement abandonnée à M. Noske et, peut-être aussi à Vandervelde et Troelstra. Bien plus, comme deux autres sections locales du *Labour Party* cherchent à imposer comme condition d'entrée dans l'Internationale que les partis constituants répudient toute alliance avec des éléments capitalistes, les socialistes allemands de gouvernement, c'est-à-dire le vieux parti social-démocrate d'Allemagne, se trouverait définitivement exclu.

Le B. S. P. saisit aussi l'occasion offerte par la discussion des finances et des candidats du *Labour Party* pour proposer un amendement faisant ressortir qu'il ne suffit pas d'augmenter simplement la représentation du Travail au Parlement, mais que les organisations travaillistes locales doivent être chargées de choisir des candidats offrant les garanties nécessaires pour utiliser l'arme politique comme moyen d'intensification de la lutte de classe afin d'établir la dictature du prolétariat.

Plus encore, afin d'écartier les politiciens arrivistes, le B.S.P. propose qu'aucun candidat du Travail ne puisse être accepté s'il n'appartient au parti depuis deux ans au moins.

Le *Labour Party* de Sloke Newington propose que l'élu du travail vienne rendre compte à dates fixes de son mandat devant l'organisation du Parti et s'engage à démissionner de lui-même si les deux tiers de l'organisation le demandent. On peut craindre toutefois, d'après les expériences déjà faites, que, sous cette forme, la mesure proposée reste inefficace, aucun pouvoir n'existant pour obliger cette démission si l'élu ne s'exécute de bon gré, à moins qu'une majorité, dans l'organisation concernée, ne soit disposée à reconnaître à cet engagement force obligatoire. Or, dans les partis bourgeois, les majorités ne l'ont jamais reconnue.

(1) « British Socialist Party » — Le Parti Socialiste britannique — (marxiste et intransigeant).

Le traité de paix de Versailles et la guerre avec la Russie sont dénoncés avec véhémence ainsi que l'action du gouvernement britannique soutenant la contre-révolution en Hongrie et ailleurs. Le B. S. P., allant plus loin que les autres, réclame une action directe pour mettre fin à toute cette politique barbare.

Le B. S. P. propose un amendement à la résolution concernant l'Irlande, l'Inde et l'Égypte, qui coupe court au pieux espoir que ces pays pourraient continuer, de leur plein gré, à faire partie du « Commonwealth » britannique, soit, en d'autres termes, à faire ressusciter notre vieille amie — la Fédération Impériale. Le B. S. P. ne voit, comme de juste, aucune raison pour prolonger cette monstruosité politique connue sous le nom d'empire britannique et réclame la reconnaissance de la République irlandaise. En même temps, le B. S. P. dépose un amendement à une résolution pour exprimer au Sinn-Fein sa sympathie. Dans cet amendement, le B. S. P. exprime particulièrement sa sympathie au mouvement de la classe ouvrière irlandaise qui, s'élevant au-dessus des divisions artificielles dues aux prêtres et aux politiciens, proclame l'urgence d'un programme commun de la classe ouvrière. Ainsi se trouve écarté le danger de transformer la question irlandaise en une simple attitude nationaliste.

D'accord avec sa représentation dans la III^e Internationale et avec ses principes communistes, le B. S. P. laisse de côté toutes les résolutions qui ne traitent que des mesures palliatives. Il estime que le temps des palliatifs est passé.

Les élus au Parlement ne doivent pas servir de moyens pour obtenir des concessions aux ouvriers, mais pour organiser et renforcer la lutte de classe.

J.-B. ASKEW.

EN ROUMANIE

Les camarades socialistes français connaissent peu ou mal les mouvements révolutionnaires qui se développent prodigieusement en dehors de leur frontière. C'est parfois vrai pour les grands pays et c'est d'autant plus vrai pour les petits pays comme la Roumanie.

Et pourtant le mouvement socialiste roumain présente un intérêt particulier et par son attitude vis-à-vis de la guerre et par son orientation actuelle vers la pensée et la véritable action marxiste, c'est-à-dire vers le communisme.

Avant l'entrée de la Roumanie en guerre, nos socialistes — de même que nos camarades d'Italie — avaient mené une courageuse et inlassable campagne antiguerrière ; le 28 août 1916 — date de l'entrée de l'armée roumaine dans la danse macabre —

le parti socialiste, loin de faire l'*union sacrée* avec la bourgeoisie expansionniste, avait continué l'âpre lutte pour la paix à travers des difficultés paraissant insurmontables.

Conséquence : nos militants, non-mobilisables, avaient rempli les geôles de la bourgeoisie expansionniste et guerrière.

Le Dr C. Racovski, ne fut libéré de la prison de Jassy, qu'en mai 1917 par les troupes russes révolutionnaires, de passage sur le front roumain.

Disons, en passant, que les bolcheviks appréciant l'intelligence, les capacités et la prodigieuse force de travail du grand socialiste, l'ont retenu en Russie pour une besogne plus pressante. Actuellement, notre militant préside le comité exécutif soviétique de l'Ukraine bolcheviste.

Un autre fait est à retenir : au moment où notre oligarchie, militairement mal préparée, capitulait basement devant le canon allemand et concluait, à Bucarest (1918), une paix séparée de totale abdication, les socialistes, seuls, eurent la dignité de protester contre les injustes annexions résultant d'un traité inique.

Ce furent alors les autorités allemandes, de connivence avec le servile gouvernement roumain, qui jetèrent nos militants dans les prisons.

Enfin, toujours et en toutes circonstances, notre parti — fidèle à la pensée et à l'action socialistes — est resté intronsgéant sur le terrain de la lutte de classe.

A l'heure actuelle il s'achemine, grâce à une propagande méthodique, vers Moscou, c'est-à-dire vers l'adhésion directe à la III^e Internationale.

Après avoir constaté que le parti socialiste roumain se considère démissionnaire de la II^e Internationale depuis la Conférence de Zimmerwald (1916), le Conseil national du parti, réuni au mois d'avril, a ajourné la discussion sur le point de savoir s'il faut opter pour la reconstruction de l'Internationale ou pour l'adhésion pure et simple à la III^e Internationale.

Le Congrès national, qui aura lieu sans doute vers le mois d'août, se prononcera là-dessus.

Aux dernières élections de la fin du mois de mai, les socialistes ayant un programme socialiste-communiste ont conquis 21 sièges.

Le résultat aurait pu être plus magnifique sans la terreur exercée par le gouvernement du général Averesco, celui même qui, en 1907, aux ordres de M. J. Bratiano, ancien président de Conseil, avait massacré 15.000 paysans rebelles, exaspérés par la misère et l'exploitation de toute sorte.

Dans un prochain article, je reviendrai avec quelques données précises sur nos syndicats avec un contingent approximatif de

100.000 membres ; ils confondent leur action avec celle du parti socialiste (chez nous, heureusement, l'action révolutionnaire est *une et indivisible*).

J'insisterai aussi sur les possibilités du passage du régime actuel mi-bourgeois, mi-féodal, au régime communiste.

Les dernières élections, d'ailleurs, ont porté un coup presque mortel aux anciens partis, dits « historiques » (le parti libéral, conservateur-démocrate et conservateur-progressiste) et à l'entière oligarchie, en général.

L'expérience faite pour la deuxième fois depuis la guerre avec le régime du suffrage universel — exercé pour la première fois en 1919 — est tout à fait remarquable, à cet égard.

Dans l'intervalle d'un an, deux nouveaux partis populaires, se relèvent sur les ruines des partis bourgeois : a) le parti socialiste, bien organisé, unifié, avec un programme précis de radicale transformation sociale ; b) le parti des paysans, un peu chaotique, avec des aspirations vagues vers l'expropriation de la grande propriété terrienne mais vigoureusement protestataire contre l'oligarchie exploitatrice des « boyards ».

Malgré les ingérences et les fraudes électorales, du gouvernement du général Averesco — démagogue à l'instar de Boulanger — le parti bourgeois conservateur-progressiste de M. Marghiloman n'a obtenu aucun siège dans la Roumanie agrandie, et le général Averesco, qui avait été élu dans l'ancienne Roumanie, a été blackboulé en Transylvanie, où un ouvrier socialiste, a été élu contre lui.

Const. C. PETRESCO.

Revue de Politique Internationale

Les voyages autour du Traité de Pénélope continuent. Les assassins du monde reviennent sans cesse — selon la psychologie connue des milieux criminels — sur le lieu de leur crime. Après avoir menti, pendant des années, aux peuples du monde entier en les poussant au massacre par des promesses de paix, du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et de suppression des militarismes, les gouvernements alliés se partagent toute la Turquie, piétinent et humilient le peuple allemand, qui sans le joug des Alliés serait aujourd'hui plus libre que n'importe quel peuple des pays de l'Entente, poussent aux armements, font éterniser la guerre et travaillent avec un acharnement de fous furieux en rupture de cabanon à la ruine du monde et à la destruction de la civilisation même capitaliste.

Mais les échéances approchent. Les difficultés s'accroissent. Les peuples ruinés et affamés commencent à se soulever. Les crises politiques se multiplient. Les ministères tombent comme des châteaux de cartes. La banqueroute générale est de plus en plus menaçante. Pour remédier à la crise universelle MM. Lloyd George et Millerand, momentanément les deux principaux syndics de la faillite européenne prennent le train pour Hythe et pour Boulogne pour agiter, pour la millième fois, des problèmes dont l'insolubilité augmente avec chaque jour qui passe sur notre infortunée planète livrée aux bêtes nationalistes et aux criminels d'Etat. Pendant leur dernier voyage — une simple étape sur la route de la folie sans fin — nos hommes d'Etat de malheur se sont disputés — sans conciliation possible — les caisses vides et les ventres creux du peuple allemand écrasé, ruiné et abandonné par tout le monde. L'Italie réclame sa part des ruines allemandes. Les autres aussi. Hythe et Boulogne n'ont rien résolu sauf un nouveau tour de vis au carcan qui enserre le peuple allemand.

A cette occasion il convient de rendre justice à M. Clemenceau qui, lui, comme le prouve, documents, en mains, M. Keynes, délégué-expert à la Conférence de la paix, ne s'embarassait pas de la question de savoir si l'Allemagne payera ou non. Ce civilisateur a décidé dans sa haute conscience et son amour ardent pour le pays des Droits de l'Homme que le peuple allemand de 70 millions doit disparaître à tout jamais. Le Traité de Versailles devait être sa guillotine. Cet Attila nouveau genre n'écoula même pas ce qui se disait autour de lui : il était tout

entier à son rêve de fou sadique de destruction allemande. Que les régions dévastées du Nord de la France périclent, que l'Europe tout entière se transforme en désert économique, peu importe ! Pourvu que l'Allemagne expie le crime collectif de l'impérialisme mondial ! Néron assistait, avec délices, à l'incendie de Rome, M. Georges Clemenceau rêvait, avant de pourrir en terre, d'assister à la disparition dans les tourmentes de la faim du peuple allemand. Et le peuple français qui se croit libre, généreux et spirituel, obéissait à ce sinistre vieillard, sujet de clinique !...

L'Allemagne ne fut pas l'objet unique de la haine clemenciste. Il honorait également de sa férocité le bolchevisme. Ayant à choisir entre l'envahissement de l'Autriche et de la Hongrie et l'expédition antibolcheviste d'Odessa, il préféra la honteuse attaque contre la Russie révolutionnaire. Entre deux crimes, M. Clemenceau choisit le plus grand et le plus stupide. Les ennemis de M. Clemenceau ont divulgué à ce sujet des documents accablants. On attribue ce choix à sa soumission intéressée à la politique anglaise. Mais on oublie que M. Clemenceau servait en même temps d'autres maîtres : les capitalistes ayant de gros intérêts en Russie et l'Etat-Major clérical qui a toujours ménagé l'Autriche eucharistique malgré son rôle d'initiatrice de la guerre mondiale. Et l'on néglige également ce fait que M. Clemenceau est l'esclave de sa haine de bourgeois égoïste et ignorant contre tout esprit de rénovation sociale. Ce politicien dégénéré poursuivi de sa rage sénile toute tentative de régénération sociale... Ses rivaux, non moins égoïstes, non moins nationalistes, mais plus normaux et plus calculateurs, étalent au grand jour, pour leur propre gloriole, les exploits charantonnesques du dictateur déchu dont ils ont fait eux-mêmes un héros national. Quand une classe puissante et riche se trouve à la veille de sa chute, ses guides aveugles perdent l'équilibre mental, dans leur pressentiment de la fin imminente. C'est la seule explication rationnelle du fameux *Quem Jupiter perdere vult eum prius dementat* : la folie annonce et précède la chute. Malheureusement pour les peuples, la folie nationaliste est la plus coûteuse, la plus ruineuse et la plus sanguinaire.

..

Les élections au Reichstag allemand du 6 juin ont justifié nos prévisions formulées dans notre numéro de mai : les partis du « milieu », les nationalistes modérés y compris les « socialistes » de guerre ont subi un échec retentissant, les partis « extrêmes » de droite et de gauche ont remporté des victoires. Les « socialistes » majoritaires ont vu leurs voix descendre de onze

à six millions. Les socialistes indépendants ont vu augmenter leurs voix de deux à cinq millions. La droite a fait également des progrès. Tous les partis de gouvernement sont revenus diminués. Le nombre des votants a diminué de cinq à six millions. Les masses exaspérées par la misère et par le piétinement sur place des partis politiques préoccupés principalement de sauver les situations acquises désertent de plus en plus le terrain électoral.

On peut se demander si nos amis du Parti Communiste allemand ont bien agi en engageant une lutte électorale qui leur a donné d'ailleurs un nombre respectable de voix (400.000) malgré l'abstention des Communistes dissidents. Nous n'hésitons pas à approuver leur tactique qui n'a rien d'électoral. Car c'était pour eux une simple occasion de propagande et de recrutement. L'action parlementaire, pendant une période révolutionnaire, a une importance de trente-troisième ordre. Elle ne mérite même pas des discussions passionnées et encore moins des divisions entre communistes. Notre intérêt est ailleurs. Nos préoccupations sont autres. Et nous déplorons de tout cœur les divisions qui se sont produites à cette occasion entre communistes révolutionnaires.

Naturellement, la participation aux élections n'est plus la seule cause des divisions entre les communistes. Et j'ajoute qu'il y a des divisions indispensables, salutaires même. L'assiette au beurre est *ronde*, et toute fraction d'un parti basé sur des intérêts et des petits profits peut y trouver un coin à sa convenance, mais les idées sont *carrées* et, souvent, exclusives les unes des autres. Le rôle des comités des usines, des intellectuels ; les problèmes de la centralisation et de l'autonomie des organisations locales, l'appréciation de la situation et de sa maturité révolutionnaire et tant d'autres questions qui surgissent à chaque pas de notre chemin escarpé doivent fatalement donner lieu à des discussions passionnées et à des ruptures momentanées. Mais les intérêts supérieurs de la lutte révolutionnaire souderont tôt ou tard tous les partisans sincères de la Révolution Communiste au moment suprême de l'action. La force du Parti Communiste n'est pas dans le nombre de ses partisans déclarés, mais dans sa conscience et son activité révolutionnaires. Il joue le rôle d'avant-garde, d'entraîneur à la lutte des masses et d'avertisseur contre les illusions, de critique impitoyable de toutes les sottises, de toutes les hypocrisies et de toutes les canailleries des partis officiels, chasseurs du pouvoir à n'importe quel prix...

La situation révolutionnaire où se trouve l'Allemagne est indiquée par le désarroi des partis bourgeois qui sont incapables de former un gouvernement. Après la démission de M. Hermann Muller, représentant au pouvoir le « socialisme de guerre », le grand vaincu de la lutte électorale, les partis bourgeois n'arri-

vent pas à constituer un ministère viable. La social-démocratie officielle fut effrayée de son désastre électoral (à quelque chose la lutte électorale est bonne...). Elle a compris que le pouvoir peut lui coûter la vie. Et elle préfère vivre en dehors des palais gouvernementaux plutôt que d'expirer dans des fauteuils ministériels. Mais les autres partis bourgeois sont tellement compromis qu'ils refusent de garder le sérail capitaliste sans les eunuches majoritaires. Situation pénible et inextricable !

Seule la révolution est susceptible de débarrasser les classes dominantes de leurs soucis sans nombre. Le rôle émancipateur du prolétariat s'étendra généreusement même sur ses ennemis implacables.

Toute une avalanche de crises ministérielles dans presque tous les pays vainqueurs ou vaincus. En Italie, le ministère Nitti qui voulait se passer du maître de la foire politique, M. Giolitti, a mordu la poussière avant même de pouvoir affronter la bataille parlementaire. Le gouvernement polonais, après l'écroulement de son front contre-révolutionnaire s'écroule à son tour. La bourgeoisie polonaise fit signe à M. Daszynski, chef du socialisme de guerre en Pologne. Daszynski accourt. Il se souvient même de l'existence de l'Internationale et il la supplie de s'entremettre entre la Pologne contre-révolutionnaire et la République des Soviets. Où était Daszynski quand la République communiste était menacée par les hordes contre-révolutionnaires ? Il attendait tranquillement la décision qu'il espérait favorable à la contre-révolution.

L'Autriche-Hongrie mutilée et affamée par les libérateurs du monde traverse également une crise. Le chancelier « socialiste » Renner succombe sous le fardeau de sa charge capitaliste. Impossible de le remplacer par un bourgeois. Le régime gravement malade demande les soins particuliers d'un médecin « socialiste ». Fritz Adler, que je voudrais et que j'espère encore voir ailleurs, se préoccupe de trouver une combinaison digne du génie diplomatique de son père. Je lui souhaite de ne pas réussir. Car le Régime de la malheureuse Autriche subissant des misères analogues à celles de la Russie sans la consolation communiste mérite d'être sauvé par un autre que celui qui a mis fin à l'existence funeste de Strugck, un des piliers du régime bourgeois autrichien, que les « socialistes » majoritaires se chargent de continuer.

Crise ministérielle en Serbie et en Lettonie. Dans ce dernier pays les social-démocrates et les communistes présentent une force assez importante, et la bourgeoisie n'a pas de majorité

homogène. La guerre civile sévit en permanence en Irlande ; les troubles ne cessent pas aux Indes, etc., etc.

La Perse est en pleine révolution. L'article de notre collaborateur Tchitcherine, commissaire aux affaires étrangères du gouvernement des Soviets montre, par une documentation historique abondante, les origines de la politique impérialiste du tsarisme en Asie. Pour la première fois dans l'Histoire, il ne s'agit pas, en Asie, d'une conquête par un peuple étranger, mais de l'émancipation sociale intégrale par la classe ouvrière en route vers le Communisme. On conçoit la peur du gouvernement anglais, qui ne peut pas se décider à lâcher sa proie à la porte même des Indes. Et M. Lloyd George engage une conversation diplomatique avec « le cannibal » Krassine, on ne sait trop dans quel but. Est-ce pour gagner du temps ? Ou pour connaître les forces et les intentions du gouvernement des Soviets en Asie ? Ces intentions sont pourtant limpides. Le prolétariat joue partout le rôle d'émancipateur, et non de conquérant. L'occupation bolcheviste de la Perse n'a rien de commun avec celle de l'Asie Mineure par la Grèce. Les Alliés eux-mêmes se méfient de leur rusé compère, Ulysse-Venizelos. Mais ils se sont tellement embrouillés dans leur politique de proie qu'ils sont obligés de se confier à un aventurier sans scrupules. Au moment même où la Révolution russe pénètre triomphalement en Asie saluée avec allégresse par les peuples et les races opprimés, les capitalistes alliés expédient des mercenaires grecs pour raffer des territoires et subjuguier des nations. Et quel triste rôle y joue la France ? Elle y dépense son argent et compromet sa réputation. On a beau dissimuler ses pertes et ses revers, on finit par les connaître.

En Asie comme en Europe, deux mondes sont aux prises : celui des oppresseurs capitalistes et celui des prolétaires libérateurs. Il faut être sourd et aveugle pour douter de l'issue finale de la gigantesque lutte entre le passé et l'avenir.

CH. RAPPOPORT.

A travers les Livres

Les Hommes. — Les Faits. — Les Idées

PAUL LOUIS. — *Le Bouleversement mondial*. (Chez Félix Alcan, Paris.)

Paul Louis est admirablement informé des choses de la politique extérieure. Il a des idées avancées. Il est syndicaliste et anti-étatiste. Cependant ses articles s'impriment dans les meilleures revues bourgeoises d'un conservatisme outrancier, et ses livres paraissent chez les éditeurs les mieux cotés dans l'opinion dominante. Avec Paul Louis, on ne saurait dire : « dis-moi qui t'édites, et je te dirai ce que contient ton livre et ce que tu penses ». Et l'on a le droit de se demander comment ce diable de syndicaliste et révolutionnaire arrive à pénétrer partout, dans les maisons dont le bourgeoisie est hautement garanti.

En voici l'explication, en tout cas une des explications. C'est son style, sa manière de dire certaines vérités, au fond très désagréables pour les classes dominantes. Cette manière rappelle celle du regretté Ed. Vaillant qui pouvait, sans provoquer de scandale, dire à ses collègues bourgeois de la Chambre les choses les plus cruelles. Car il les disait dans un style châtré, en géomètre qui établit un théorème ou énonce un axiome. Il avait l'air de dire à la bourgeoisie régnante : « Mes chers collègues, mille excuses. Vous êtes condamnés à mort. Je le regrette surtout pour vous. Mais ce n'est pas de ma faute. C'est un fait. En voici la preuve mathématique ». Et l'on écoutait Vaillant avec respect en ne l'interrompant jamais. Car on savait que c'était un sage qui n'enfonçait pas des portes, mais les entr'ouvre. Les plus violents se permettaient de le traiter de « radoteur » tout en se disant tout bas : « A la longue, cet homme peut avoir raison. »

Paul Louis suit les traces du Maître. C'est un démolisseur paisible. Il préfère l'harmonie, l'accord au désordre, à la lutte. Mais il prend au sérieux son devoir d'informateur consciencieux. Et il dit ce qu'il a appris aux sources les plus autorisées, les plus authentiques, dans des documents officiels. Et il le dit d'une manière si douce, si cérémonieuse, qu'il faut être d'une trop mauvaise composition pour lui en vouloir. Personnellement, il aurait préféré présenter à la société un bouquet de

fleurs à la place de la ciguë. Mais il se donna comme consigne de constater les faits tels quels. Il s'exécute modestement, doucement, doucement... Il ne brandit pas une torche, mais il ne débite pas non plus de rameaux d'olivier. Car il sait — et il le dit — que ce n'est pas la saison : « Mille regrets, mais c'est ainsi !... »

Écoutons un peu cette cloche d'alarme qui sonne comme un grelot champêtre :

« Jamais, écrit notre auteur, époque ne fut plus nourrie d'épisodes surprenants, de brusque secousses, d'effondrement subits et saisissants ». On ne saurait dire d'une manière plus modeste, plus *gentille* ce que pense l'auteur : « MM. les bourgeois, la Révolution Sociale est à vos portes, et elle franchira le seuil sans que vous ayez le temps de dire : Entrez ! »

Et il ajoute avec une sérénité impartiale, avec une précision quasi mathématique : « Certains espèrent, d'autres appréhendent la tourmente. Ceux-ci et ceux-là ignorent qu'elle les étreint de toutes parts ». On ne se fâche pas contre un axiome géométrique. Et l'on n'en veut pas à Paul Louis — ni à la *Revue Bleue*, ni au *Mercur de France*, ni même à l'*Humanité* et au *Populaire* où l'on « appréhende la tourmente » peut-être plus qu'ailleurs. Car on y « appréhende » que « la tourmente » ne vienne prématurément, au gré des hommes de sens rassis..

Et le grelot du berger continue à sonner l'alarme : « Il y a dans l'histoire un certain nombre de dates maîtresses ; elles marquent à la fois des écroulements et des reconstructions. Il n'en sache pas qui puisse être légitimement approchée de cette phase 1914-1919. Quelque grandes qu'aient été certaines commotions du passé, elles n'ont pas eu la même universalisation immédiate ; elles ne se sont pas transmises comme en un clin d'œil dans les deux hémisphères ; leur action était limitée dans l'espace ou encore à tel ou tel domaine intellectuel ou moral. L'état du monde, à l'instant où elles se produisaient, ne comportait pas une répercussion quasi infinie des secousses » (p. 8).

Annoncées de cette manière « les secousses » n'empêchent pas les voyageurs bourgeois de dormir, comme on dort dans un express malgré « les secousses ». Mais les faits sont les faits. Et les voici : « La guerre, qui vient de se clore, ou mieux, qui n'est pas encore close, a éclaté à une heure où l'ensemble des terres habitées formait un tout unique. Les conflits des siècles révolus ne couvraient qu'une superficie restreinte : les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, d'Australie ne participaient que rarement et médiocrement à nos luttes européennes. Les liens étaient nuls ou faibles entre notre continent et les autres. Les marchés ne se pénétraient pas entre eux au point qu'ils subissent

à la fois les mêmes oscillations (on aurait dit qu'il ne s'agit pas d'une convulsion sociale, mais d'une simple horlogerie. Ch. R.) Des attaches multiples ne s'étaient pas créées entre les collectivités humaines à travers l'Atlantique et le Pacifique. »

Jusqu'ici, c'est de la géographie pure, incontestable comme un Atlas. Mais vous allez voir les conséquences qui ne sont pas du tout idylliques : « Il n'appartenait pas à un gouvernement, en lançant un ordre, de déchaîner des millions de soldats contre des millions de soldats ; la disette pouvant régner sur un point sans se propager de la zone tempérée à la zone tropicale et inversement. Il y avait comme des cloisons étanches. Les formidables collisions de l'époque napoléonienne restèrent cantonnées dans une portion du globe. Et c'est pourquoi les changements qu'elles laissèrent après, elles n'affectèrent qu'un secteur réduit » (p. 9).

La guerre mondiale, au contraire, a embrasé le globe et provoqué « un bouleversement mondial ». Le capitalisme, en accomplissant sa mission historique — l'unification économique du globe — a fait de cette unité bienfaisante un instrument de destruction et de ruine universelles.

Paul Louis énumère, toujours dans le même style bonhomme, toutes les fautes et tous les crimes des classes dominantes et de leurs gouvernements impérialistes, leur incapacité de faire la paix, de changer, malgré les promesses, leurs méthodes diplomatiques, leur politique coloniale, génératrice de guerres par leur « course aux kilomètres carrés et la recherche de débouchés nouveaux ». Il constate « le mensonge de la paix », la fragilité de notre régime politique et social, les abus des oligarchies dirigeantes, les éternelles disputes des Etats pour le partage des territoires. C'est un catalogue raisonné de tous les motifs de la guerre prochaine — si le régime homicide continue... Paul Louis n'oublie rien, et il a la patience des énumérations impitoyables comme le bilan d'un syndic des faillites. La chute des trois monarchies n'est qu'un commencement. La suite est assurée — par la folie de ceux qui nous commandent. C'est moi qui le dis : Paul Louis ne fait que suggérer en mettant de l'ouate autour des vérités par trop dures.

Paul Louis n'aime pas l'Etat qui « se dresse contre la nation » et qui est « *actuellement* » un organisme pour maintenir les privilèges de classe. Cette définition prête à confusion. Il n'y a pas d'Etat *en soi*. Il y a eu l'Etat esclavagiste, il y a eu l'Etat féodal, comme il y a *actuellement* l'Etat capitaliste. Et la fonction de l'Etat fut *toujours* (et non seulement *actuellement*) de dominer et d'opprimer les majorités exploitées. Paul Louis adopte certaines thèses marxistes, mais il n'est complètement pénétré ni de l'esprit ni de la méthode marxistes. Voilà pourquoi

il parle de l'Etat tout court. Tout Etat est une dictature de classe y compris « l'Etat » communiste du prolétariat. Et s'il y a une différence de caractère entre la dictature prolétarienne et la dictature des classes privilégiées, c'est que le prolétariat présente une classe *sui generis* : une classe mettant fin à toute domination de classe.

D'autres objections pouvaient être faites à Paul Louis, mais comme il écrit beaucoup, peut-être même un un peu trop pour sa réputation bien méritée d'écrivain solide et bien renseigné, ce ne seront pas les occasions qui nous manqueront.

Je me résume. A la place de la bourgeoisie je me méfierais de ce chercheur solide, paisible et patient qu'est Paul Louis. Malgré son air bonhomme, il est capable de mettre un jour, *modo geometrico*, le feu à la maison bourgeoise tout en ayant l'air d'y venir aux renseignements en demandant, par exemple, s'il y a un appartement à louer. Il est vrai que les propriétaires de la maison s'en chargent eux-mêmes : ils incendient leur propre demeure.

GUSTAVE DUPIN (Ermenonville). — *La Guerre Infernale* (Paris. Société Mutuelle d'Édition, 118, avenue Parmentier, 118.)

Quand un Régime atteint le plus haut degré de décomposition, tous les hommes ayant une conscience droite se détournent de lui avec dégoût tout en se demandant ce qu'on pourrait mettre à sa place. Ce sont des hommes probes et sympathiques qui restent en dehors des partis organisés mais dont les sympathies et la collaboration désintéressée sont assurées à tout mouvement d'avant-garde. Ce sont des amis sûrs sur lesquels on peut compter aux moments de détresse. Ils jouent un rôle modeste et volontairement effacé. Ils ne cherchent rien, ils ne demandent rien. La conscience intime de collaborer à une bonne cause, à démasquer les friponneries triomphantes est leur seule récompense. Ce sont des gourmets du bien, des chevaliers de l'idée.

Dupin-Ermenonville que connaissent bien les lecteurs des *Hommes du Jour* et de la *Vie Ouvrière* appartient à cette noble compagnie de combattants pour l'Idée. Dupin est un croyant et un idéaliste. Contrairement aux « chrétiens » de l'Eglise officielle, il prend la morale chrétienne au sérieux. Et il voit, comme Tolstoï, dans la guerre la négation de toute morale, de toute humanité. Comme c'est un esprit clair et juste, il pénètre tous les sophismes des partisans de la guerre qui cherchent à étourdir leur mauvaise conscience par des prétendus arguments. Dupin-Ermenonville détruit impitoyablement toute la casuistique intéressée des bellicistes.

Parmi tous les arguments dont on s'est servi pour entraîner les masses au massacre, celui de l'Allemagne premier agresseur s'est montré comme le plus puissant. Notre auteur établit par de nombreux textes précis puisés aux premières sources que ce même argument fut servi en Allemagne pour entraîner les masses aveugles. On aurait dit que nationalistes français et nationalistes allemands se traduisaient mutuellement. Des deux côtés, la même mauvaise foi, la même absence d'esprit critique, la même prédilection pour des affirmations sans preuves, la même haine aveugle de l'adversaire, les mêmes passions, les mêmes intérêts, les mêmes préjugés. Rien ne ressemble autant à un nationaliste français, anglais ou italien qu'un nationaliste allemand ou russe.

Chaque nationaliste ne voit qu'une face de la question, celle qui sert son aveuglement. « Cet unilatéralisme qui isole les peuples afin de les tromper mutuellement est une des formes de ce patriotisme à la fois antique et moderne dont il sera parlé plus loin. C'est une machine infernale à catastrophes. Relisez, si vous le pouvez, les articles et discours de nos journalistes et hommes politiques des deux camps : vous y trouverez cette incroyable cécité volontaire pour « l'autre face des choses », des événements et des hommes. Ces forcenés ne réussissent qu'à faire souffrir, mourir et pleurer des millions de martyrs ! — Semeur de haine unilatérale, le préfet allemand de Francfort-sur-l'Oder qui, dans une circulaire à ses inspecteurs primaires dit : « Aucune place ne doit être faite aux tendances à un vain sentiment de fraternité universelle... etc. (15 janvier 1916). Et semeur de haine aussi, le recteur de l'Université de Paris qui, dans le *Bulletin de l'Instruction primaire*, donne de faux discours de faux pasteurs allemands ; et qui, lorsqu'on le convainc de leur fausseté, répond : « S'ils n'ont pas dit cela, ils sont capables de l'avoir dit » (p. 13).

Dupin que tout le monde a appris à aimer à la *Société d'Études Historiques et Documentaires sur la guerre*, dont il est un des fondateurs est un idéaliste sincère et honnêtement logique. Il n'aime pas le matérialisme historique qui cherche les raisons sociales des phénomènes sociaux. Dupin voit la source des conflits individuels et internationaux « dans les malentendus que l'on n'a pas voulu éclaircir » (p. 15). Le mot « malentendu » n'est qu'un autre nom pour l'antagonisme entre les individus et les collectivités en conflit. Comment notre auteur ne voit-il pas que ce n'est pas la capacité de comprendre l'autre face de la question qui manque aux partisans de chacun des camps ennemis, mais la volonté d'être juste envers un adversaire qu'il s'agit avant tout d'abattre, et non de comprendre ? Mais la volonté est guidée par l'intérêt. Peu nombreuse est l'élite chez

laquelle la passion humanitaire ou celle de la recherche de la vérité s'érige en une sorte d'intérêt déterminant une attitude. Dans une société où les intérêts sont contradictoires, exclusifs les uns des autres, les volontés prennent également des directions contraires lorsqu'il s'agit d'éliminer un adversaire ou un rival, mais uniformes quant à leur nature égoïste et unilatéraliste pour employer le terme favori de notre auteur.

La condamnation de la guerre ne doit pas exclure sa compréhension. On ne combat efficacement que ce dont on a compris la cause déterminante. Or, *décrire* le côté moral ou immoral d'un phénomène n'est pas *expliquer*, mais simplement *caractériser*.

La société capitaliste, qui n'est ni « une abstraction » ni une « entité » — demandez-le mon cher Dupin aux métallurgistes et aux banquiers du monde entier — a internationalisé, universalisé l'antagonisme des intérêts, la lutte pour le partage du globe et pour ses bénéfices commerciaux.

Rien d'étonnant que la guerre elle-même soit devenue mondiale, universelle. La propriété communiste — l'élimination de la propriété, *privée et nationale*, fait disparaître cette source empoisonnée — *et permanente* — des guerres. On a beau se révolter contre l'injustice et la cruauté, la stupidité et la nocuité de la guerre, elle durera tant que durera la lutte pour la propriété *privée et nationale*. Faute d'avoir compris cela, le pacifisme bourgeois — et même chrétien — a échoué.

Nous ne voulons pas nier par cela la puissance du facteur moral. Les bellicistes tiennent compte de cette puissance. De là leur culture intense du mensonge. Et il est utile, ainsi que le fait Dupin-Ermenonville, de confondre les menteurs. La guerre heurte trop d'intérêts légitimes. Cela donne aux honnêtes gens quelque chance d'être entendus. Mais les intérêts poussant à la guerre ont été jusqu'ici plus puissants et surtout mieux armés et plus haut placés que les intérêts pacifiques des masses fusillables à merci.

Cette objection de méthode n'empêche pas le livre de Dupin-Ermenonville, d'être une des œuvres les plus remarquables et les plus recommandables à lire de la période de la guerre. Il a paru, en pleine guerre, à Genève. Nous avons devant nous une nouvelle édition, revue et augmentée. Il est agréable, intéressant, utile et probe. Dans le désert moral de notre société, les natures comme Dupin-Ermenonville forment des oasis où notre conscience tourmentée et blessée aime à se reposer et — à se reconforter.

Ch. R.

Le Gérant : Ch. RAPPOPORT.

Imp. de la Sté Mutuelle d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris